l'unité

M 2805 - N° 383 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 16-22 mai 1980

Ne touchez pas à la Sécurité sociale !

PAR CHRISTINE COTTIN

VALERY Giscard d'Estaing pourra désormais difficilement se plaindre que la France est entrée, un an avant l'échéance, en campagne électorale. Son interview à « l'Express », en forme de compte rendu de mandat, peut-il être interprété autrement que comme le premier acte d'une nouvelle candidature du président sortant ?

Un président content de lui, sûr d'avoir réalisé les trois quarts de ses projets, même s'il y a aujourd'hui trois fois plus de chômeurs qu'en 1974, si l'inflation ne cesse de croître, si les inégalités entre les catégories sociales sont loin d'avoir diminué, si le pouvoir d'achat des salariés est sérieusement amputé.

Les Français — un sondage le souligne — sont d'ailleurs loin de partager cet optimisme et les salariés encore moins qui viennent de le montrer mardi en se mobilisant au cours de la grande journée nationale d'action pour défendre la Sécurité sociale.

Quand le Pouvoir décide de jouer sur la désunion des forces populaires, il n'y va pas avec le dos de la cuillère. Il misait indiscutablement sur ce contexte pour faire passer trois séries de mesures qui remettent réellement en cause notre système de protection sociale.

D'abord le gouvernement voudrait imposer un ticket modérateur d'ordre public qui laisserait à la charge des assurés entre 5 % et 12 % des dépenses de santé non remboursés par la Sécurité sociale. Cette mesure serait entrée en vigueur le 1er mai dernier si les mutuelles n'avaient pas refusé catégoriquement, pour le moment, d'appliquer ce décret.

Ensuite, se dessine très nettement la volonté d'instaurer une médecine en deux secteurs comprenant les soins minimum d'un côté et des soins plus sophistiqués de l'autre. La difficulté à trouver un accord pour la signature d'une nouvelle convention entre médecins et Caisse d'assurance maladie tombe à pic pour justifier cette réforme. Les inégalités supplémentaires et les ségrégations sociales qui en résulteraient ne pouvaient pas échapper aux syndicats.

Enfin, toujours dans le même sens, la proposition de loi Berger, qui devrait être discutée au Parlement avant l'été, prévoit, selon la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen, la privatisation au profit des compagnies d'assurances d'un certain nombre de risques couverts aujourd'hui par la Sécurité sociale, l'aggravation de la tutelle du gouvernement sur celle-ci, la réduction des moyens en matière d'hospitalisation par la suppression autoritaire des lits et la réduction d'effectifs.

La seule critique que l'on ne puisse pas faire à ce projet, c'est de manquer de cohérence : tout dans le même sens, contre les plus défavorisés.

Les divergences syndicales et politiques de la gauche ont beau être ce qu'elles sont, trop c'est trop. A trop avoir voulu jouer sur les dissensions, le gouvernement se retrouve en train de jouer les rassembleurs. La C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen sont tout de suite tombées d'accord : impossible de laisser passer sans rien dire. Sur ce point, nul ne les a contredites, pas plus la C.f.t.c. que F.o. ou la C.g.c.

Les trois premières centrales ont donc décidé de faire du 13 mai une grande journée nationale d'action. Avec des mots d'ordre différents, il est vrai. Ainsi, la C.g.t. appelait à vingt-quatre heures de grève toutes ses fédérations et unions départementales. La C.f.d.t., elle, a laissé toute latitude, ce jour-là, à ses organisations pour déterminer le mode d'action approprié au contexte régional, départemental ou local. La Fen, elle non plus, compte tenu des mouvements de la semaine passée, n'a pas jugé bon d'appeler à la grève. Elle demandait à ses troupes de participer le plus massivement possible à toutes les manifestations unitaires qui auraient lieu dans toute la France. La C.f.t.c., la C.g.c. et F.o. ont laissé à leurs organisations la liberté de participer à cette journée. Avec un retrait peut-être plus sensible de la part de Force ouvrière qui est d'accord pour la signature d'une convention contrairement à la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen.

De son côté, le Syndicat de la médecine générale appelait tous les médecins — adhérents ou non — à participer aux actions de cette journée du 13 mai aux côtés des syndicats et des autres organisations d'usagers. Fermetures de cabinet, manifestations publiques, journée portes ouvertes, soins gratuits se sont ainsi multipliés, suivant les régions. La variété des mots d'ordre ne doit pas faire oublier l'ampleur de la riposte. Les organisations syndicales, en effet, ne pouvaient oublier l'énormité de l'attaque gouvernementale. Avec sa réforme de la Sécurité sociale, ce sont non seulement dix-huit millions de salariés du secteur public et privés qui sont touchés de plein fouet. Mais aussi l'ensemble des familles, des retraités. Sans oublier les mutualistes, soit vingt-trois millions d'adhérents.

Contrairement à la bonne vieille tactique qui consistait à ménager certaines catégories de salariés, notamment les cadres, cette fois toutes les couches de la population sont touchées. Contrairement également à l'habitude qui consiste à imposer des diminutions du pouvoir d'achat sous forme de non-revalorisation des prestations, cette fois le Pouvoir veut aller plus loin en imposant carrément une ponction sur les salaires déjà bien entamés par les dernières augmentations des cotisations sociales et du coût de la vie en général.

Sans doute le gouvernement a-t-il été un peu loin, cette fois. Même dans la majorité, on critique sévèrement ces modifications du système actuel. Le R.p.r. lui-même demande comme tous les partis de gauche l'abrogation du ticket modérateur. Le Parti socialiste, pour sa part, a non seulement dénoncé en bloc la politique gouvernementale en matière de santé, mais vient de présenter un projet de réforme nécessaire de la Sécurité sociale. François Autain, député socialiste de la Loire-Atlantique, délégué national à la Santé pour le Parti, et Pierre Bérégovoy, secrétaire national, ont rappelé qu'un véritable système de santé devait, avant tout, tendre à réduire les inégalités aussi bien dans la prévention des maladies que dans les soins.

Le 13 mai restera donc, dans l'histoire de ces années de désunion de la gauche, comme l'une des journées où malgré leurs divergences les forces populaires se sont retrouvées côte à côte pour la même bataille. Sans doute les états-majors se sont-ils rendus au combat dans un ordre dispersé. Mais à leur appel, des centaines de milliers de Français se sont retrouvés, de fait, au coude à coude faisant la démonstration de leur force. Et qui sait ? Cela pourrait peut-être bien leur donner des idées... ●

* La journée d'action du 13 mai et le jour férié de l'Ascension nous ont contraints à « boucler » ce numéro avec vingt-quatre heures d'avance.



La chronique de François Mitterrand
(page 2)

Corse : sous la tutelle des préfets et des clans
(page 4)

Pour ne plus avoir mal au temps
(page 6)

Un remède contre le cancer : le bonheur
(page 10)

Enquête sur un amour au-dessus de tout soupçon
(page 14)

Suisse : la rançon du secret
(page 16)

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

La chronique de François Mitterrand

Jeudi 8 mai

JE décrirai plus tard ce que j'ai vu ce jour à Belgrade. Une impression ? Je songe à l'enfant qui demain regardera cette image brillante d'un monde rassemblé autour du corps défait d'un homme comme la photo défraîchie de l'inimaginable avant-guerre. La grandeur de Tito est d'avoir ouvert et fermé la porte sur son temps.

Samedi 10 mai

SOLDAT d'un régiment d'infanterie coloniale campé dans les Ardennes, sur la rive gauche de la Chiers, entre la ligne Maginot dont on apercevait à l'est les dernières fortifications et le dispositif de défense de Sedan, j'ai vécu l'offensive allemande du 10 mai 1940. Dans la nuit du 9 au 10, des centaines d'avions, qui se dirigeaient vers le sud par vagues régulières, remplirent le ciel d'un formidable grondement. Au petit matin nous vîmes que fantassins et artilleurs allemands occupaient l'autre rive, à trois cents, quatre cents mètres de nos lignes, qui n'étaient constituées que par un fortin bétonné, les fossés antichars et les « trous Gamelin » que nous avions creusés la semaine précédente. Nous étions à la charnière de l'attaque qui se développait en demi-cercle à notre gauche. Le répit dura jusqu'au 16. Pendant cet interlude, j'écrivis quelques notes que les hasards de la guerre ont par la suite préservées. Je n'en publierai qu'une page pour célébrer à ma façon le quarantième anniversaire du jour qui détermina le cours des temps que nous vivons. Je découvre dans ce texte des tournures de style qu'il m'agace parfois de retrouver sous ma plume d'aujourd'hui. Je ne suis pas le moins sévère juge de moi-même — parmi tant d'autres juges qui ne pêchent pas par complaisance. Quoiqu'il en soit, mes amis sauront par ces lignes comment réagissait à sa rencontre personnelle avec la guerre et son train un jeune homme encore tendre.

« Sur la colline d'en face les Allemands s'installent. Cela ressemble à un débarquement. Ils fourmillent, ce sont des fourmis. Les camions délestent sans arrêt des colonnes d'hommes gris. Je les vois qui remontent le mécanisme de la bataille. Une fumée bleue s'élève, droite. Ils mangent. Ils se remplissent l'estomac. Il y a des estomacs qui n'achèveront pas la digestion, il y aura d'ici ce soir des estomacs ouverts. Mais on mange comme si le cycle allait éternellement s'accomplir. Toutes les guerres ont été faites par des hommes joyeux, par des hommes tranquilles. La mort frappera le voisin et la mort du voisin n'a jamais coupé l'appétit de personne. Messieurs les Anglais, tirez les premiers. C'était une finesse tactique, a-t-on dit. Moi, je tirerai le premier. Qui sait si je ne tuerai pas celui qui m'aurait tué ? Ah ! comme le ciel est beau. Un coup de fusil au milieu d'une guerre, on pourrait croire que cela ne s'entend pas et pourtant je le jure, cela fait un bruit épouvantable. S'exercer, comme d'habitude, sur une cible de stand ou au tir au pigeon, pour rire, avec la paix autour de soi comme un coton dans les oreilles, cela n'assourdit que les musiciens. Mais ce coup de fusil du mois de mai 40, qui se répercute le long de la vallée c'est une nouvelle déclaration de guerre. Jusque-là on pouvait s'entendre. Au fond, ceux d'en face n'avaient pas encore exposé le motif, la raison de leur présence sur la colline. Mais si on doit causer de cette manière, tant pis, on va vous déclarer la guerre.

Le silence qui a suivi, je ne le connaissais pas. Rien de commun avec les autres silences de ma vie. Celui-là était le premier qui ne fut pas imaginaire. Dix mai, dix mai. Douceur de l'air. Les chemins ont déjà leur couleur de poussière. »

Ah oui, le joli mois de mai ! Aragon en a, comme moi et des millions d'autres, respiré l'air avant de le chanter — comme lui seul :

« O mois des floraisons, mois des métamorphoses.

Mai qui fut sans nuage et juin poignardé... »

Dimanche 11 mai

UN jeune couple de Bollène, les M.., désireux d'adopter un enfant, s'était adressé au comité de Marseille et des Bouches-du-Rhône de « l'Œuvre de l'adoption », quelques mois avant les élections législatives de 1978. Le 16 mars de cette même année, ils trouvèrent ce pli dans leur courrier : « Monsieur, Madame, nous recevons ce jour une lettre de Corée et nous tenons à vous en faire part pour que vous soyez au courant. » Voici la phrase exacte : « Nous sommes consternés au sujet de nos enfants. Et si les élections sont en faveur de la gauche nous pourrions stopper toutes les adoptions pour votre pays. » Angoissés, M. et Mme M. téléphonèrent aussitôt à l'œuvre en question. Une voix de femme leur confirma la nouvelle et ajouta « Réfléchissez à votre vote de dimanche. » Les M. que j'ai rencontrés à Montségur, chez mon ami Henri Michel, député de la Drôme, m'ont affirmé qu'appartenant à une association de parents adoptifs (ils avaient recueilli un premier enfant d'origine coréenne) ils avaient su que des messages similaires avaient été adressés au cours de la même période et dans toute la France à de nombreux ménages en quête d'adoption.

Pièce à ajouter à un dossier déjà lourd. J'aimerais ouvrir ici une rubrique que rempliraient mes lecteurs : où donc s'arrête la droite quand elle a peur ?

Lundi 12 mai

CINQ représentants de la résistance guatemaltèque qui, au terme d'un bref séjour en Europe, passaient quarante-huit heures à Paris avant de rentrer dans leur pays pour y poursuivre la lutte, sont venus, la semaine dernière, au siège du Parti socialiste. Lionel Jospin les a reçus. C'était un mercredi, jour du Bureau exécutif et je n'ai pu tenir avec eux qu'un bout de conversation. Assez pour entendre — assez pour comprendre. Ils nous ont parlé en vrac. De la guerilla menée par quatre groupes qui, d'abord séparés, parfois opposés, coordonnent maintenant leur action. Leurs noms : Forces armées rebelles, Armée de guerilla des pauvres, Bras armé du Parti communiste, Organisation révolutionnaire du peuple en armes. La dictature qu'ils combattent dure depuis vingt-six années consécutives. Seule parenthèse démocratique dans l'histoire du Guatemala, les gouvernements des présidents Arevalo et Arbenz avaient, de 1944 à 1954, tenté l'aventure de la démocratie. Mais le jour de juin 1952 où le congrès approuva un décret, le décret 900, instituant la réforme agraire qui autorisait l'Etat à exproprier contre indemnisation les terres non cultivées des grands domaines, l'expérience fut condamnée. L'oligarchie foncière et la célèbre multinationale bananière, l'United Fruit Company, aidées, encouragées par les Américains qui craignaient la contagion de cette « révolution » en Amérique centrale, organisèrent le coup d'Etat. Arbenz renversé au nom de la « Libération nationale », la remise en ordre commença.

Nicole Bourdillat, de qui je tiens ma documentation, situe de 20 à 30 000 le nombre des morts, victimes de la répression, entre 1966 et 1976. Dans son rapport de 1976, Amnesty International évalue ce nombre à 20 000, tandis que le Centre d'études démocratiques de l'Amérique latine (Cedal) en compte 30 000, chiffre repris par le premier séminaire centro-américain « sobre los derechos humanos en Guatemala ». Depuis lors, le rythme sanglant s'accélère. L'« Excelsior » de Mexico du 21 mars 1980 faisait l'estimation suivante : 3 252 crimes politiques en 1979, et pour les trois premiers mois de 1980 : 1 404. En avril on a découvert à Camalapa un nouveau cimetière clandestin contenant 38 cadavres. Mi-avril, le secrétaire général du syndicat de la construction, Rodolfo Ramirez, a été abattu. Précédemment, de mai 78 à mai 79, 360 syndicalistes avaient été arrêtés, 11 assassinés, 12 enlevés et disparus. En décembre 1978, le secrétaire général du syndicat de la firme Coca-Cola, Pedro Quevedo, a été liquidé. Son successeur Israël Marquez s'est exilé au Costa Rica après avoir échappé à deux attentats. Un mois plus tard on a retrouvé Manuel Lopez Balan, qui avait remplacé Marquez, la gorge tranchée.

Il y a une dizaine d'années, dans l'intention de diminuer la densité démographique de certaines zones rurales, le gouvernement a décidé de transformer une région de 9 000 kilomètres carrés, au nord du pays, en zone de colonisation agraire. Entre-temps, la découverte du nickel et du pétrole a relégué ce projet dans les tiroirs de l'administration. L'oligarchie financière et la hiérarchie militaire en ont profité pour s'attribuer les terres d'où l'on extrait bitume et minerai. On appelle aujourd'hui ce vaste territoire « la zone des généraux ». Pour faire place nette on a massacré les paysans récalcitrants. C'est à la suite de l'enlèvement, vraisemblablement suivi de la mort, de quarante-deux paysans du Quiché, que les habitants de ces villages sont descendus à Guatemala, la capitale, pour dénoncer le régime d'état de siège auxquels ils sont soumis et ont occupé l'ambassade d'Espagne, ce qui a attiré sur eux l'attention d'une opinion internationale encore indifférente.

On ne compte plus les professeurs, les étudiants tués. La violence gouvernementale paralyse l'université. La chasse aux sorcières, sous l'alibi de l'anticommunisme, atteint et frappe, « quiconque ne pense pas comme les groupes dominants ». Litanie sanglante qu'il me faut entonner de semaine en semaine.

Je serais incomplet si je ne précisais pas que le Guatemala garantit les Droits de l'Homme avec une particulière solennité aussi bien dans sa Constitution (l'un de ses chapitres porte le titre « Habeas corpus y amparo ») que dans le cadre des conventions internationales ; qu'il a signé la Convention américaine des Droits de l'Homme du 22 novembre 1969 ; qu'il est membre de l'Organisation internationale du travail dont l'un des fondements est la liberté d'association.

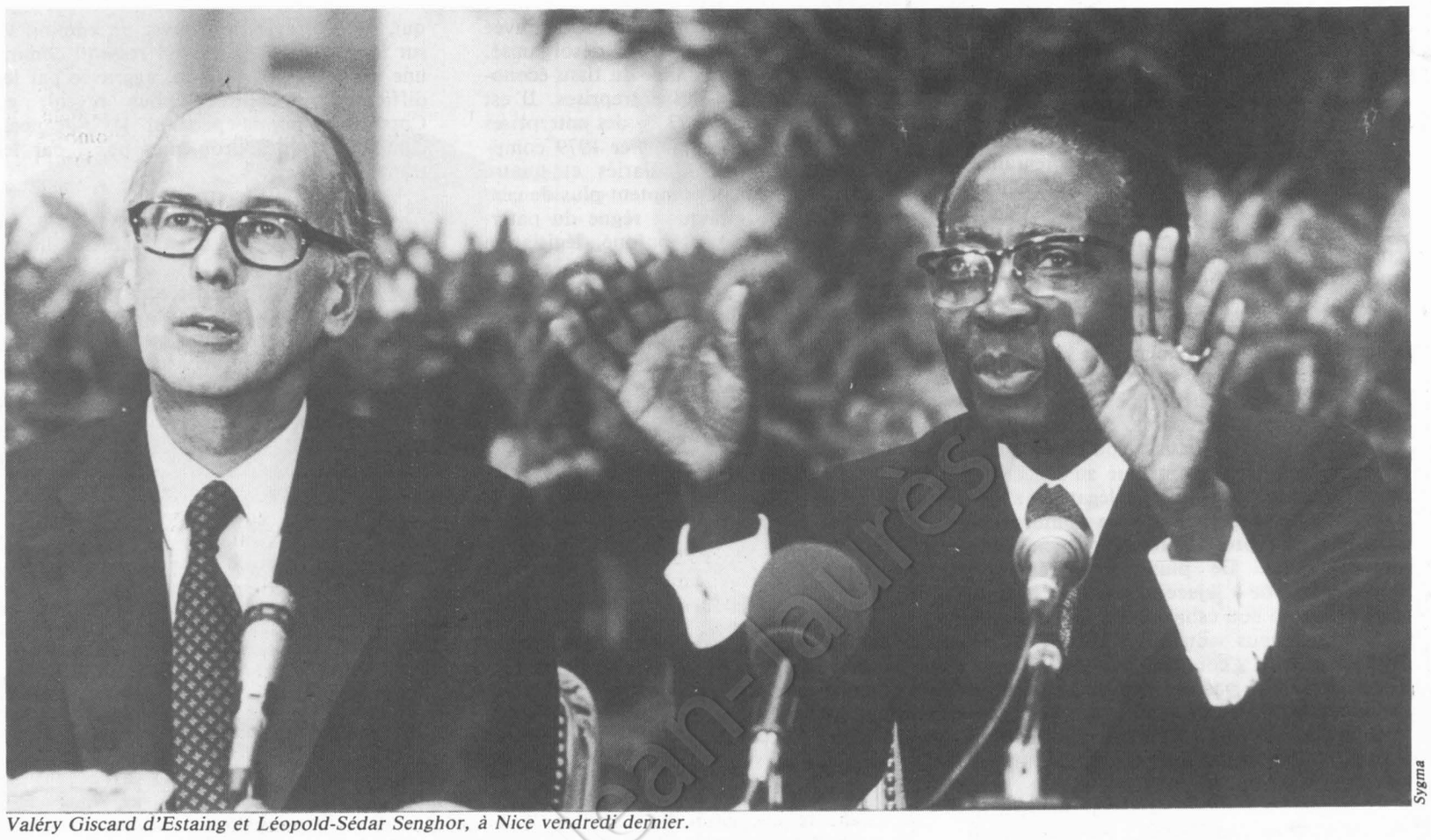
Qui, de la tribune des Nations unies osera s'écrier à la face du monde : assez de singeries !

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Les illusions perdues

Il fallait que les Etats africains fassent l'expérience de ce qu'est la France lorsqu'elle est gouvernée à droite. A Nice, ils l'ont compris dans le désenchantement

PAR GUY PERRIMOND



Valéry Giscard d'Estaing et Léopold-Sédar Senghor, à Nice vendredi dernier.

Sygma

UN air de fin d'empire. Irrésistiblement c'est à cela que fait penser le sommet franco-africain qui s'est tenu, vendredi et samedi derniers, à Nice. Tout y était. Le cadre, cette ville qui est la seule en France à être jumelée avec une ville d'Afrique du Sud. Le ton, le contraste entre le triomphalisme des représentants français et l'angoisse des Africains. Les résultats enfin : le dialogue étant impossible, le mécanisme des rapports antérieurs étant grippé, le désenchantement coulait à flot. Et le sommet n'a rien donné. La réunion de Nice a peut être été, pour les pays africains, celui de la fin des illusions.

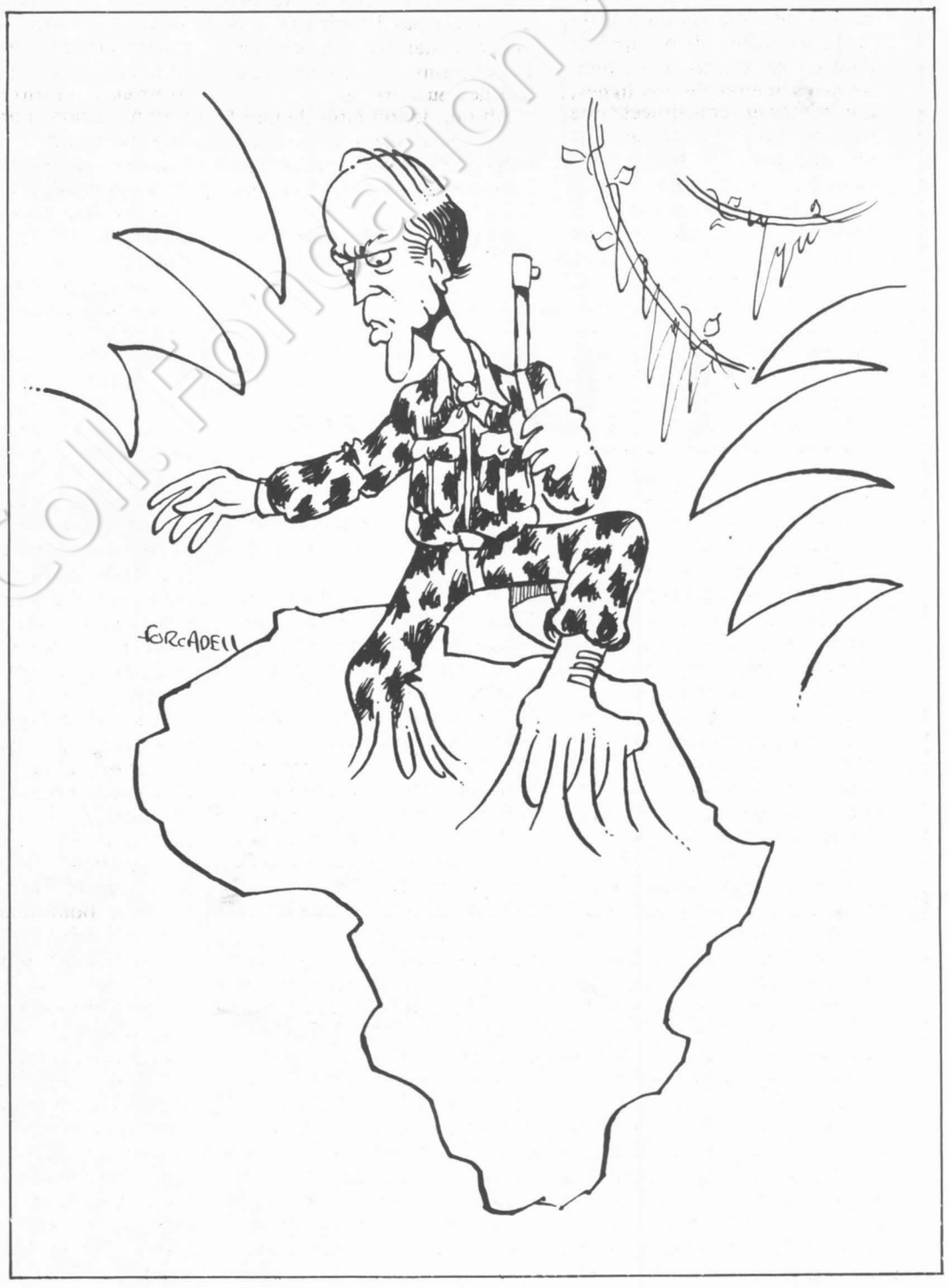
Face à des Etats aux abois, le président de la République française a été égal à lui-même : capable de trouver des motifs de satisfaction dans la situation actuelle du continent africain et plus particulièrement dans celle des pays liés à la France. Silencieux sur les drames : la faim d'abord, puis la croissance folle des villes, le poids des dettes, des appareils d'Etat, les problèmes posés par les frontières tracées par le colonialisme, les échecs répétés de l'industrialisation. Silencieux sur quelques-uns des problèmes majeurs du continent, Valéry Giscard d'Estaing s'est toutefois montré content de lui, de ses actes, de ses analyses. Il n'y a vraiment pas de quoi. Les Français eux-mêmes « pensent » que l'action de la France n'est ni pire ni meilleure qu'auparavant. Quant aux Africains, ils semblent commencer à penser, et parfois, chose nouvelle, ils le disent, que le « dialogue » avec la France est un peu court et somme toute moins efficace qu'il n'y paraît. Car les mots ne remplacent pas les actes.

Les problèmes auxquels se heurtent les pays africains sont multiples. Tout d'abord — et là il y a peu d'exceptions — un problème alimentaire. Coincé entre une démographie forte, les difficultés climatiques, une agriculture vivrière peu encouragée face à celles organisées pour l'exportation, l'Afrique réagit mal. Déjà le déficit alimentaire est pesant. Dans quelques années il sera intolérable. Des peuples entiers vivront au-dessous du minimum alimentaire vital...

Viennent ensuite les problèmes énergétiques. La hausse des produits pétroliers pèse lourd sur des économies balbutiantes. Certes, c'est d'abord sur l'appareil d'Etat, sur les faibles noyaux industriels que la pression se fait sentir. Car comment développer des industries de main-d'œuvre sans forcer la note énergétique ? Et pour les plus larges masses c'est l'inflation mondiale, les produits venus du « Nord » qui jouent le rôle du pétrole. Avec eux, la fausse excuse que si les prix augmentent... c'est à cause, également, du pétrole. Dans ces conditions on comprend que la sourde hostilité à l'égard des pays producteurs de pétrole, déjà perceptible à La Havane lors de la conférence des pays non alignés, se soit exprimée. Et que la proposition de « trialogue » de Valéry Giscard d'Estaing n'ait pas été prise au sérieux. Aucun des responsables africains n'ose plus espérer que les « pétrodollars » viennent à son aide. L'échec du dialogue Nord-Sud leur ayant prouvé à tous qu'il n'y avait rien à attendre des « nantis ».

Quant au développement industriel, les espoirs sont morts. Pour les pays membres de la zone franc, l'assurance que donne la France — une monnaie forte — a quelques inconvénients : ils ne sont pas des lieux rêvés pour multiplier les investissements. Car, compte tenu de la valeur de la monnaie, les exportations de produits sans grande valeur ajoutée ne dégage que peu de profits. A cela s'ajoute une main-d'œuvre sans tradition, l'absence de débouchés locaux. Bref, si en Asie ou en Amérique latine les multinationales investissent à qui mieux mieux, elles évitent, le plus souvent, l'Afrique. Sauf — et encore — pour extraire des matières premières.

Viennent enfin les tensions politiques.



Car les Etats y sont fragiles, la démocratie le plus souvent absente et les interventions extérieures — dont celle de la France — lourdes de conséquences. Or, rien dans l'attitude française n'est venu rassurer les responsables africains. Certes, un certain nombre d'entre eux peuvent compter sur un appui militaire. En ce domaine le président français n'a jamais été chiche. Mais cela ne suffit pas à maintenir la cohésion d'Etats trop souvent artificiels. On le voit, c'est autre chose que de discours et d'aides financières ponctuelles qu'ont besoin les pays africains.

Sans doute, sans toujours le dire, tous souhaitent participer à un ensemble disposant d'une indépendance de fait à l'égard des Etats-Unis et de l'U.r.s.s., car l'Afrique a besoin de stabilité. Cela implique que la France assume ses alliances. Mais avec discernement. Et là les choix sont incompatibles avec la volonté de maintenir des rentes de situation, quitte à changer de cheval au dernier moment comme on l'a fait en Centrafrique. Ou, après avoir joué les apprentis sorciers, partir sur la pointe des pieds comme au Tchad.

Viennent ensuite les problèmes économiques. Incapable d'être un donateur à la hauteur des besoins, la France, pour jouer un rôle d'avenir dans le continent devrait changer de politique et devenir un partenaire égal. L'Afrique a besoin de sécurité, dans ses marchés, dans ses projets, dans son développement. Mais pour cela il faudrait que les rapports entre l'ensemble de la zone et l'ancienne métropole deviennent égalitaires, négociés. Difficile pour un président libéral...

Dans ces conditions on comprend que des responsables africains en soient venus à faire état de leur désenchantement. Face au triomphalisme de Robert Galley, le ministre de la Coopération, à propos de l'augmentation de son budget, ils ont rappelé qu'ils avaient besoin de tout autre chose. Même s'ils l'ont dit avec des mots choisis, c'est en cela que ce sommet est important : il marque la fin d'une époque.

Autre fait significatif : pour la première fois, les mouvements de travailleurs immigrés africains se sont réunis avant cette conférence. Puis ils sont allés voir — ce qui n'est pas toujours évident — les différentes délégations. Ce qui peut sembler être un détail a plus d'importance qu'il n'y paraît. En effet depuis les indépendances de 1960, seuls les gouvernements africains s'exprimaient : il y a peu de pays où plusieurs partis quadrillent le champ social. Le parti unique justifié par l'effort de construction nationale et de développement a le plus souvent réduit les oppositions déclarées ou potentielles au silence. Celui des cimetières. Que les immigrés fassent entendre leur voix a donc l'allure d'un événement.

Au total, la conférence de Nice s'est résumée à des mots, des promesses, vagues bien sûr. Mais il fallait que les pays africains fassent l'expérience de ce qu'est la France, lorsqu'elle est gouvernée à droite ! Il fallait que, face à la crise, ils mesurent à quel point la politique giscardienne est sans avenir. Cette prise de conscience peut être pour eux le début de la véritable indépendance. ●

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Corse : sous la tutelle des préfets et des clans

Avec l'aide des clans, les préfets-gouverneurs sont en train d'insérer la Corse dans la division internationale du travail avec deux spécialités : le tourisme et la vigne

PAR MARCEL DEBARGE
secrétaire national du P.s.

LORS des événements de Bastelica, une délégation de parlementaires socialistes (Marcel Debarge, Christian Laurissergues et Guy Bèche) s'était rendue à Ajaccio afin de mieux se rendre compte des causes ayant engendré les tragiques événements qui ont endeuillé l'île en ce début d'année.

Pendant son séjour, la délégation socialiste avait pris l'engagement que des représentants du Bureau exécutif national se rendraient en Corse pour voir et écouter. Des rencontres ont été préparées soigneusement par les militants socialistes de Corse, lesquels ont largement contribué au succès de tous les contacts que la délégation a pu avoir avec les représentants de nombreuses organisations professionnelles, syndicales ou culturelles. De plus, deux réunions publiques, l'une à Ajaccio, l'autre à Bastia, ont permis un bon échange d'opinions.

Qu'avons-nous constaté ? D'une part, les événements, y compris ceux antérieurs à Bastelica, n'ont pas modifié le comportement du pouvoir centralisateur d'Etat et, d'autre part, la situation dans l'île est plus que tendue. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Une étude rapide de la situation permet de constater que la Corse a toujours subi sur le plan économique la volonté de la politique de la droite. Bien qu'ayant revêtu plusieurs formes, la même constante se dégage : la Corse est condamnée au non-développement. En revanche, elle constitue un réservoir d'hommes pour la France qui s'en est servie généreusement lors des dernières guerres. Cette phase de l'histoire corse peut être considérée comme l'origine d'un processus accéléré de désertification et d'exode.

Exode de toute une population

Pour y remédier, un plan d'aménagement rural a bien été élaboré en 1957 par le gouvernement de l'époque. Il ne fut jamais appliqué. Dès l'année suivante, en effet, survinrent les événements d'Algérie, et les plaines orientales, dont une bonne partie se prêtait à l'irrigation, furent consacrées à la vigne, au lieu de la polyculture. La Corse a donc subi, comme d'autres régions de l'Hexagone, la volonté du système capitaliste : volonté de la spécialiser dans un certain tourisme et dans la monoculture à côté desquels subsisteraient quelques productions agricoles typiques.

Pour atteindre ce but, on sacrifie des secteurs entiers caractéristiques de la Corse :

— disparition du tissu traditionnel producteur, par exemple le monde paysan. D'une société relativement autarcique, on va passer à une société de dépendance ;

— détérioration du cadre de vie (littoral aménagé, villes qui se gonflent pendant que l'intérieur se désertifie) ;

— prédominance des activités qui dépendent du tourisme (bâtiment, commerce, hôtellerie) sur les activités productives pouvant satisfaire une partie des besoins de la population.

L'ensemble constitue le processus d'insertion de la Corse dans le système capitaliste national et international. Le démarrage « d'une nouvelle économie » corse se faisant en rendant l'île plus dépendante du continent. Chiffre significatif, il y a quatre fois plus d'importations que d'exportations, le vin représentant une grande proportion de ces dernières.

Cela s'est opéré avec l'aide des *clans,* donnée historique et politique fondamentale de la vie insulaire, aidés par des préfets qui, trop souvent, adoptent le comportement de préfets gouverneurs. Le seul but de cette alliance est le maintien du statu quo face à la revendication des « forces vives de l'île ». Cette situation est aggravée car le monde salarié est assez désorganisé. Cela est dû à la consistance du tissu économique et à la taille des entreprises. Il est frappant de noter que 93 % des entreprises corses recensées au 1er janvier 1979 comptaient moins de neuf salariés et quatre entreprises seulement comptent plus de cent salariés, ce qui implique : règne du paternalisme, droit syndical bafoué, législation sociale méconnue.

La première conséquence de cette politique de « spécialisation » de l'île est le chômage qui atteint principalement les jeunes et les femmes. Il a une implication directe : l'exode de toute une population qui, pour essayer de trouver un emploi, va sur le continent, ce qui est ressenti comme une véritable expatriation, aggravée par les difficultés rencontrées pour revenir en Corse, y compris pendant les vacances, compte tenu des problèmes posés par les transports.

Les seuls emplois créés sont :

— des emplois déqualifiés et sous-payés qui sont occupés par des travailleurs immigrés ;

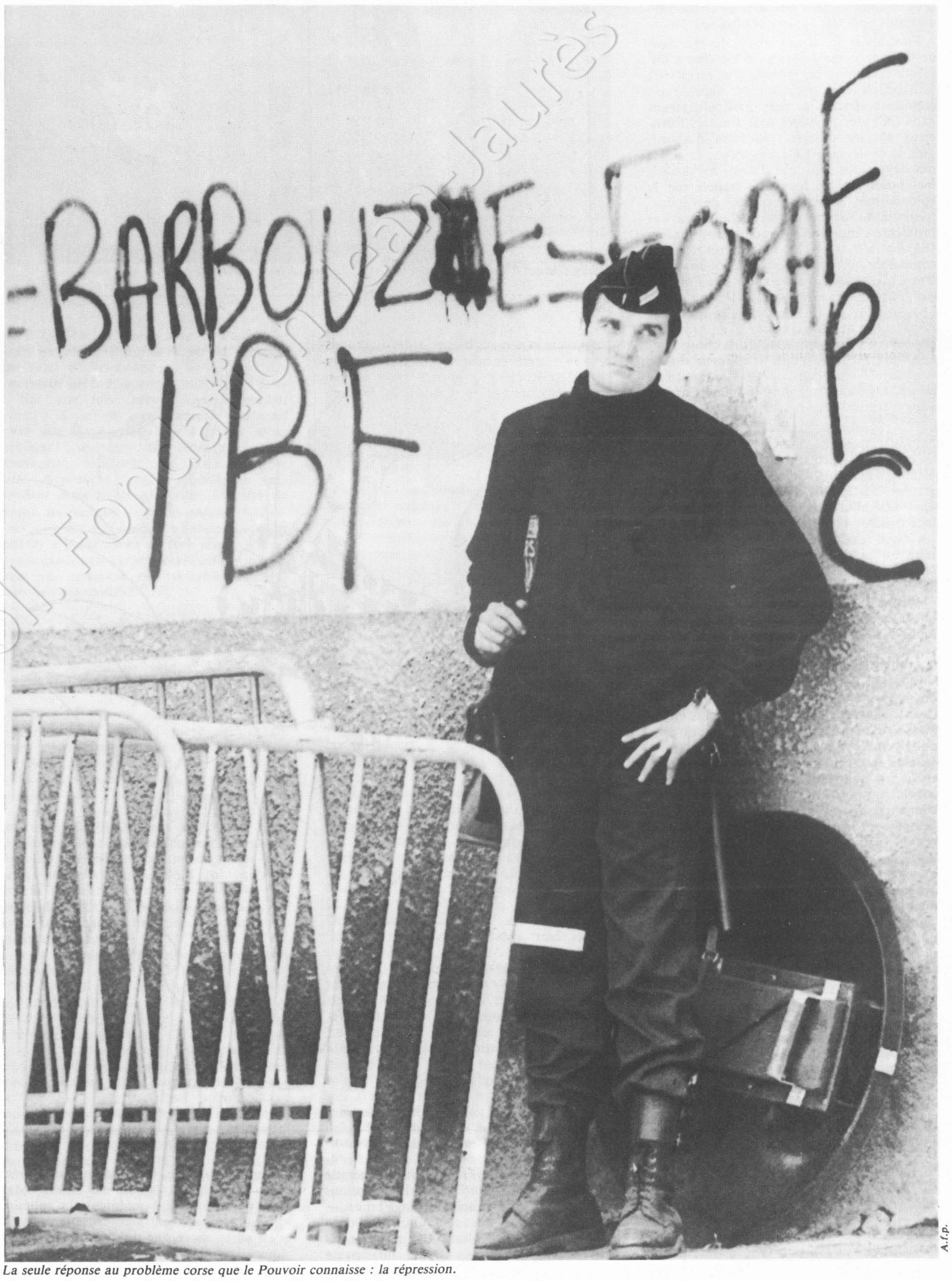
— des emplois saisonniers ;

— des emplois demandant une certaine qualification, souvent occupés par des non-Corses, entendu qu'il n'existe pas dans l'île d'université, d'I.u.t., ni tout autre établissement qui permettrait de former les jeunes en fonction des besoins (jusqu'en 1978, en C.e.t., sur sept formations proposées, six se rapportaient au bâtiment).

Ce départ des jeunes, cette disparition, en quelque sorte, de la population corse va de pair avec l'arrivée de continentaux et d'immigrés génératrice de tensions.

Sur une population de 230 000 habitants, il ne reste guère plus de 100 à 120 000 Corses d'origine. Aussi une certaine partie de la population est-elle très fortement sensibilisée au problème de la survie d'une ethnie corse.

A cela, il faut ajouter que, sur le plan culturel, la situation est aussi dramatique.



A.f.p.

La seule réponse au problème corse que le Pouvoir connaisse : la répression.

Coll. Fondation Jaurès

Pour qui sonne le glas ?

Le 29 avril 1980 s'est ouvert à Paris devant la Cour de Sureté de l'Etat un nouveau procès de nationalistes corses. Une fois de plus, dans l'indifférence française, sept hommes sont jugés par un tribunal politique d'exception

PAR ANTOINE SANGUINETTI

IL est entendu que ces actes sont répréhensibles, et réprouvés par la grande majorité de leurs compatriotes. Mais c'est un fait que ces hommes, dont l'un porte pourtant un nom qui symbolise en Corse le dévouement suprême à la France, ne se veulent plus français. Alors, plutôt que de réprimer aveuglément, la préoccupation normale de la Nation française, si elle entend survivre, devrait être de chercher comment on en est arrivé là.

Pour ces révoltés, c'est dans la dégradation du concept de démocratie en France, et dans la collusion de l'Etat avec les puissances d'argent pour liquider les spécificités régionales, qu'il faut voir la source de leur résolution. Si nombre de Français ont été anesthésiés au point de tout accepter de leurs gouvernants contre la perspective exaltante d'une H.l.m. de banlieue, d'un travail pointé, et de week-ends automobiles plus ou moins bouchonnés, il existe chez les Corses, qui ont connu avant les autres les désillusions de la « mobilité de l'emploi », une volonté farouche de vivre, décider et travailler désormais au pays. Mais là comme ailleurs, pour ceux qui refusent de s'incliner devant l'arbitraire du Pouvoir et de l'argent, il n'est que deux voies possibles : la violence ou la démocratie.

La disparition planifiée d'un peuple

La violence, c'est le choix des accusés, désapprouvée, il faut le répéter, par la majorité de leurs compatriotes. Ils y ont d'abord été poussés par la certitude effrayante que la voie démocratique est sans issue dans le cadre des institutions actuelles ; ensuite par le sentiment qu'il fallait agir d'urgence s'ils voulaient sauver un ensemble de valeurs auxquelles ils tiennent manifestement plus qu'à leur propre quiétude ; et enfin par l'espoir — on est presque tenté de dire excusable — qu'ils pourraient enrayer l'implacable machine administrative de destruction du peuple corse.

Même si c'est une erreur, retenons à leur actif que cette violence, ils la contrôlent bien — mieux que les forces de l'ordre — puisqu'on n'a pu leur reprocher à ce jour ni morts ni blessures. Dans tous les cas l'acceptation — j'allais dire la certitude — d'être broyés sans appel par l'appareil de l'Etat, pour leur idéal, confère une noblesse à leur combat. Ce n'est certainement pas la solution de la facilité, et rien ne justifie l'attitude méprisante ni les injures déplacées du Procureur à leur égard le 5 mai dernier. Il est net que cette justice-là manque de sérénité.

C'est un fait que de proche en proche, de morts à la guerre en départs en exil, l'existence du peuple corse est désormais comptée si rien ne vient rompre la logique administrative. Car le « plan de développement de la Corse » bâti par l'Administration en 1971 prévoit en filigrane, à l'échéance prochaine de 1985, la solution finale du problème des insulaires par leur remplacement par des allogènes : c'est le procédé bien connu de « génocide par substitution » dont la répétition dans les Dom-Tom — Antilles en particulier — prouve à l'évidence la planification réfléchie.

On semble du reste se trouver en Corse devant un perfectionnement remarquable de ce procédé qui pourrait, en effaçant toutes possibilités ultérieures de contestation politique comme de luttes syndicales dans l'île, laisser la voie complètement libre à son exploitation. Il s'agit de l'introduction systématique d'un maximum de travailleurs étrangers, sans bulletins de vote ni sécurité réelle des emplois, à tous niveaux de l'activité. Les résultats obtenus sont hallucinants : en quinze ans, tandis que 40 000 Corses partaient chercher pitance ailleurs, les étrangers ont augmenté de 339 %, représentant déjà 30 % de la population active, même dans l'hôtellerie.

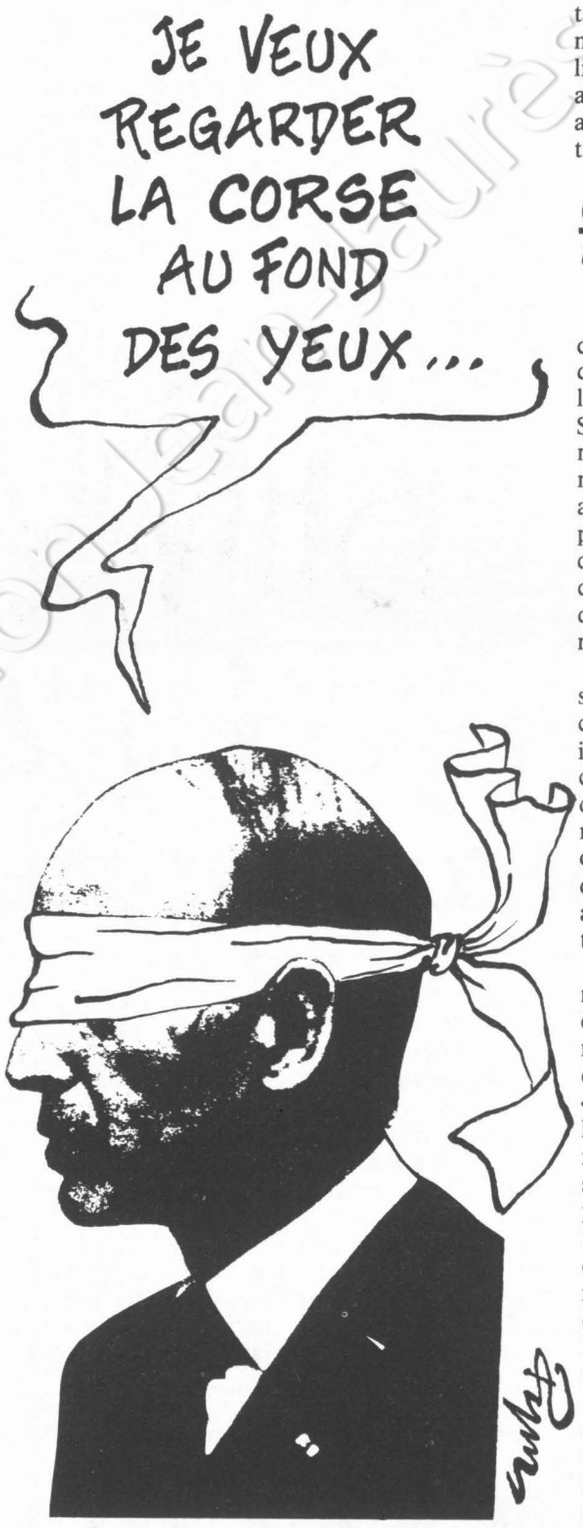
Et c'est un fait aussi que la voie démocratique est actuellement bouchée dans l'île. Huit jours avant le procès, le 22 avril, le président de la République recevait à déjeuner à l'Elysée l'ensemble des parlementaires de la Corse pour leur dire qu'il n'entendait rien changer à son statut, donc au destin qui lui est tracé. Ils le savaient en y allant, ils s'en déclarèrent satisfaits en sortant : comme ils avaient acquiescé servilement quand, auparavant, le président et son Premier ministre avaient nié, tout bonnement, qu'il y ait un problème corse.

Rien d'anormal en ce qui concerne les quatre députés, tous R.p.r. aussi fidèles soutiens du Pouvoir actuel que partisans acharnés de l'immobilisme institutionnel, mises à part quelques déclarations sans suite, à fins électorales, sur la nécessité d'un pouvoir régional. Ces hommes de la majorité, parfois conservateurs mystiques d'une forme d'administration centralisée mise au point par la dictature napoléonienne, mais le plus souvent simples profiteurs d'un système qui rapporte beaucoup, n'ont tiré aucun enseignement des révoltes de l'Empire et porteront la responsabilité majeure de l'éclatement éventuel de la Métropole. Mais les deux sénateurs affichent officiellement, hors de l'île, leur appartenance à l'opposition sous l'étiquette d'un parti de gauche. Et l'on touche là l'une des ambiguïtés fondamentales qui pèsent sur la question insulaire.

Un simulacre de suffrage universel

Tous ces parlementaires en effet ne sont plus les élus, démocratiquement désignés, des habitants de l'île pour la solution de leurs problèmes : en tout cas pas de ceux qui sont en âge de travailler, et soucieux de l'avenir, minoritaires dans le corps électoral. Ils sont élus d'étrangers à l'île, d'origine corse ou pas, pour qui elle n'est plus que lieu de résidence estivale ; élus de vieux dont les votes sont facilement manipulés par le chantage à l'assistance ; élus de la fraude enfin, avec la complicité active de l'Administration parce qu'on n'est jamais trop prudent en la matière, s'agissant d'assurer les « bons choix » lucratifs.

C'est le système des clans familiaux héréditaires, adaptant leur étiquette politique aux conjonctures, et se répartissant souvent d'avance les postes électifs par accords occultes entre clans adverses. Pour citer les plus récents : clan Gavini, au nord, où deux frères, puis les trois fils et un petit-fils de l'un d'eux totaliseront à eux seuls seize mandats de députés ou sénateurs de 1849 à 1962 ; clan Pietri au sud, bien plus riche en représentants et plus ancien, familialement lié au précédent et qui sombra avec Vichy en 1944 ; clan Roccaserra au sud, héritier des clans Abatucci et Pietri, où un père et son fils totalisent neuf mandats en ayant su naviguer des « pleins pouvoirs à Pétain » au R.p.r. ; clan Giacobbi, dont trois membres en filiation directe ont acquis dans le nord, depuis 1898, neuf mandats, mais qui semble au bout du rouleau.



La gauche devrait être en fait, depuis longtemps, prépondérante en Corse — au moins dans le nord de vieille tradition collectiviste — mais n'a jamais envisagé l'île que comme monnaie de tractations au niveau hexagonal. Elle n'y inspire donc plus que de la défiance chez tous ceux qui récusent les vieux jeux électoraux, dans la mesure où elle a trop laissé jouer un M.r.g. qui n'évoque en Corse que les « magouilles du roi Giacobbi », et perd du reste au profit de la droite ses derniers bastions.

Le Parti communiste s'est engagé depuis des années avec le clan Giacobbi dans une alliance violemment exclusive de tout socialiste et de tout programme commun, dans le vain espoir de recueillir l'héritage prochain. Mais il s'est brûlé par contagion, en adoptant les mêmes méthodes électorales : la dernière élection cantonale de Bastia où le jeu, limité à un communiste et un socialiste, aurait pu être loyal mais ne l'a pas été, en a apporté en février dernier la triste confirmation.

Collusion avec un chef de clan

Les socialistes quant à eux, en vertu d'« accords nationaux », ont abandonné depuis longtemps au clan Giacobbi le soin de les représenter : allant jusqu'à exclure de la S.f.i.o. en 1946 le député Bianchini qui avait refusé de s'effacer devant le père ; continuant par la suite à refuser le soutien du P.s. aux authentiques socialistes insulaires qui pourraient gêner le fils en tentant de recréer dans l'île une gauche véritable ; jusqu'aux dernières élections européennes où le M.r.g., de façon remarquée, a réglementé à Paris la représentation insulaire sur la liste socialiste.

Ainsi le P.s., qui est pourtant le seul à présenter une solution valable au problème corse par sa proposition de statut particulier, inclus désormais dans son projet, a perdu la confiance de la plupart de ceux qui, purs et durs, auraient pu et dû naturellement se retrouver en son sein ou à ses côtés ; mais qui, parce qu'ils n'ont plus d'espoir dans la démocratie française — et nous revenons ainsi au procès actuel — ont choisi de se tourner vers l'aventure séparatiste.

Si le Parti socialiste rompt enfin clairement, à Paris, sa collusion avec un chef de clan qui siège dans un comité d'élus de la majorité présidé par Michel Debré, et qui se déclarait encore récemment et publiquement « giscardien de raison » ; s'il affirme dans l'île même et par la bouche de ses plus hauts responsables — même si cela va sans dire — sa ferme résolution d'y instaurer le statut particulier dès la victoire présidentielle de 1981, alors rien n'est perdu. Car les plus désespérés vivent d'espoir : et de pouvoir mener, dans la paix civile retrouvée, une expérience pilote d'autogestion au sein d'une République française rénovée en est un, appréciable.

Sinon, la répression armée et la justice d'exception continueront leur œuvre, avec chaque fois pour conséquence de jeter un nombre accru de jeunes hommes dans le séparatisme. Et tout peut alors arriver ! ●

L'exclusion de la langue corse de domaines tels que l'information ou l'enseignement risque de la mettre en péril. Quant aux activités culturelles, elles ne durent généralement que l'espace d'une saison estivale et sont destinées beaucoup plus souvent aux touristes qu'aux Corses. Cette grave situation, accentuée par le fait que la vie en Corse est plus chère que sur le continent, a engendré la réaction des forces vives de l'île. A une forte contestation, le gouvernement a répondu :

— par des crédits qui généralement ne profitent pas aux Corses ;

— en renforçant sa présence dans les différents moyens d'information, afin de mieux les orienter.

A ces problèmes, la réponse du Pouvoir est répressive. Cela se traduit par la parution de dizaines de Corses devant les juridictions d'exception — contre lesquelles le Parti socialiste a pris résolument position —, condamnés le plus souvent à de lourdes peines. Par ailleurs, la présence de la Légion crée souvent un climat d'insécurité.

Le Parti socialiste, nous avons eu l'occasion de le dire en Corse, n'est pas un partisan de la violence ; il prône, pour sa part, des solutions politiques :

— tout d'abord, des mesures d'apaisement par la libération des emprisonnés, des mesures de justice égales pour tous, le désamorçage de tout ce qui amène immanquablement la violence, celle-ci n'étant pas toujours le fait de ceux que l'on désigne du doigt ou que l'on condamne en oubliant les autres ;

— puis une décentralisation authentique qui permette aux Corses, dans le cadre de la communauté française, de prendre en main leur destin.

Dans ce sens, le groupe parlementaire socialiste a déposé, il y a quelques années, un projet de statut particulier qui, s'il avait été adopté, aurait peut-être empêché beaucoup d'événements dramatiques. Depuis, les socialistes ont précisé leurs propositions sur la décentralisation telles que, par exemple, la gestion de l'île par une assemblée élue régulièrement et à la proportionnelle. Ces propositions permettraient aussi l'expression de la volonté du peuple corse, avec un plan de redressement économique, culturel, social qui ne réduirait pas, comme cela est envisagé, l'île à une sorte de plateforme touristique, un pays dont la seule renommée serait le soleil et dont les Corses, qui dans ce cas ne feraient « pas bien dans le décor », se trouveraient exclus.

Ce qu'il faut c'est un pays exploitant ses richesses naturelles, obtenant et disposant des investissements permettant la création d'activités économiques, industrielles, commerciales, touristiques, l'amélioration des moyens de communication avec le continent absolument nécessaires au développement de l'île. Un peuple préservant et développant sa culture, son histoire, ce qui fait sa vie, sa dignité.

D'ici quelques mois, ayant affiné ses propositions, une délégation du Bureau exécutif national du Parti socialiste reviendra une nouvelle fois dans l'île ; ce sera l'occasion, de par l'engagement qui est nôtre, de poursuivre notre action.

Un mot cependant : le Parti socialiste est un parti de gauche avec un comportement de gauche, prêt à lutter avec les autres formations et hommes de progrès pour proposer et appliquer les solutions politiques nécessaires. Il va de soi qu'il ne saurait maintenir ou contracter des alliances avec ceux dont le comportement ne serait qu'une contribution à la confusion. Il est un moment aussi où le choix est entre une droite conservatrice et rétrograde et une gauche éprise de progrès, garante de la démocratie. Ce moment est venu. ●

Pour ne plus avoir mal au temps

Le temps occupe désormais une place de choix. Qu'on en ait trop ou pas assez n'y change rien, tout le monde à mal au temps. L'équipe d'Echanges et Projets, animée par Jacques Delors, vient de consacrer deux ans d'enquête à ce sujet, publiée sous le titre "la Révolution du temps choisi"

PAR CHRISTINE COTTIN ET MICHELE KESPI

« COMMENT voulez-vous que j'ai le temps... Je n'ai pas encore eu le temps... Et elle trouve encore le temps... » Le temps, encore le temps, toujours le temps. Dans toutes les conversations, il revient. La plupart des gens en manquent et passent leur temps à lui courir après. Aussi bien le travailleur trop actif que le citadin bousculé ou la mère de famille surchargée.

Mais il y a aussi ceux qui en ont trop, qui ne savent plus quoi en faire : le chômeur écrasé d'inactivité, le retraité contraint à l'oisiveté, le vieillard délaissé. Pour tous, un temps supplice qui coule au goutte à goutte.

Le temps, désormais, occupe une place de choix. Qu'on en ait trop ou pas assez n'y change rien. Une vraie crise de civilisation : tout le monde a mal au temps. Le rapport Giraudet, avec toutes ses limites, n'arrive pas par hasard. Le désir de temps aujourd'hui n'est plus une aspiration latente, mais devient une demande fondamentale.

Rien de bien nouveau, somme toute. « Véritablement riche est une nation quand on y travaille six heures au lieu de douze », disait déjà Marx en 1821. Un siècle et demi plus tard, on en est toujours là. Certes, les enfants ne descendent plus dans les mines à quatorze ans. On ne travaille plus douze heures par jour. Et même si la France reste l'un des pays de la C.e.e. où l'on passe le plus de temps à son poste, la durée hebdomadaire moyenne du travail n'en est pas moins tombée de quarante-six à quarante et une heures en dix ans. Résultats conquis de haute lutte. Diminution du temps de travail, horaires variables, allongement des congés, autant d'améliorations réelles de la qualité de la vie. Mais au bout du compte, une constatation : il s'agit toujours de saupoudrage, grignotage, mesures ponctuelles, disparates, et... rares avec un seul effet : huiler la machine économique. Dans ce domaine, le patronat tique déjà quand on lui parle d'aménagements. Pesanteurs qui expliquent sans doute que les revendications aient eu du mal à se formuler en dehors du système. Le « métro-boulot-dodo » de Mai-68 le disait déjà : ras l'bol de ce temps imposé, fractionné, émietté, perdu, mort, gaspillé. L'idée a germé lentement. Ici et là, déjà, on essaie de se réapproprier son temps. Balbutiements sans doute. Mais tentatives assez perceptibles pour que l'équipe d'Echange et Projets animée par Jacques Delors consacre deux ans d'enquête et de travail à ce sujet.

Parti d'une réflexion sur le temps éclaté, le groupe en est arrivé à une véritable révolution : celle du temps choisi. D'où le titre de cet ouvrage collectif : « la Révolution du temps choisi » qui vient de paraître aux Editions Albin Michel. En filigrane, cette question sans cesse présente : comment permettre à chacun de vivre un temps choisi au lieu de subir cet éternel temps octroyé ? Le but avoué, Jacques Delors le définit ainsi : « Réconcilier travail et non-travail, refaire connaissance avec le temps et sa continuité, se retrouver devant son destin et le prendre en charge. »

Il s'agit bien d'une remise en cause de notre société où la plus scandaleuse des inégalités — et la moins dénoncée — se trouve justement être celle du temps.

Inégalité dans la durée. Eh oui ! Un ouvrier sur dix ne prend encore qu'un seul jour de repos par semaine. Inégalité dans la maîtrise du temps : il y a ceux qui pointent, et ceux qui organisent leur temps à leur guise. Enfin, inégalité fondamentale, dans le contenu du temps : pour tous ceux soumis à des tâches sans sens ni intérêt, la vraie vie commence à six heures du soir. Peut-on alors parler de vie ?

Car il ne faut pas l'oublier, le temps, c'est la vie. Albert Mercier, secrétaire national de la C.f.d.t., participant au débat organisé par Echange et Projets pour la sortie du livre, rappelle cette injustice brutale : « Aujourd'hui, ce sont souvent ceux qui rentrent au travail à seize ans qui ont l'espérance de vie la plus courte et qui bénéficieront le moins longtemps de leur retraite. »

Injustice d'autant plus criante que parallèlement ne cessent de se multiplier ceux qui revendiquent leur légitime droit à l'emploi. Jacques Delors, dans la préface de « la Révolution du temps choisi » dénonce : « Le droit au travail n'existe plus avec 6 % de chômeurs, la multiplication des contrats de travail à durée déterminée et autres formes d'emplois précaires, les insuffisances des relations entre formation et emploi, l'éducation bloquée, un patronat socialement myope et réclamant un retour en arrière. En proposant le partage du travail entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, nous avons le sentiment d'arrêter cette mécanique infernale qui ronge nos acquis sociaux et nos valeurs fondamentales, le travail et la solidarité. »

Simple utopie ? Non. Il ne s'agit pas d'un remède miracle qui dispense de relever les défis de la science, de la technique, ou d'abandonner toute compétitivité.

« Le temps c'est de l'argent » disent les champions du taylorisme. Eh bien, non, répond l'équipe d'Echange et Projets. Le temps, c'est aussi l'exigence, le droit de retrouver une identité perdue dans un monde réglé par l'inexorable « horloge sociale », qui rythme la vie économique et soumet des millions d'êtres aux monstrueux principes de la rentabililité. ●

I. Jacques Delors : "Un pied sur la vieille croissance, un pied sur la nouvelle"

Un groupe de travail d'Echange et Projets, qui se réunissait autour d'une réflexion sur un projet de société, a senti la nécessité d'approfondir la notion du temps. Il en est résulté un livre collectif « la Révolution du temps choisi », rédigé par Laurence Cossé et Jean-Baptiste de Foucauld. Première constatation de cet ouvrage : dans la société libérale, le temps est une valeur bafouée, une liberté confisquée, un bien bloqué. Partant de là, l'équipe a fini par déboucher sur un nouveau projet de société. Pour en comprendre les grandes lignes, « l'Unité » a interrogé le président d'Echange et Projets, Jacques Delors, également président de la Commission économique et sociale au Parlement européen.

« L'UNITE » : Pourquoi, dans ce livre « la Révolution du temps choisi » qu'Echange et Projets vient de rendre public, mettre ainsi l'accent sur le problème du temps et insister sur cette notion de temps sacrifié ?

JACQUES DELORS : Jusqu'à la crise, nous avons sacrifié à la croissance à tout va. Cela ne comportait pas que des inconvénients puisque cela permettait d'élever le niveau de vie, d'augmenter la masse des biens et services à la disposition des gens, même si en France la distribution des revenus et des biens s'est faite d'une manière très inégalitaire.

Mais, progressivement, dans cette machine infernale, nous sommes passés du





Pascal Lebrun

slogan « produire pour consommer » au slogan « produire pour produire ». Et donc nous avons gaspillé l'énergie et les matières premières pour des consommations souvent inutiles. C'est d'ailleurs ce qu'exprimaient les murs de Mai-68 avec les slogans : « On n'est pas heureux avec un taux de croissance. »

Dès ce moment-là, je plaidais — je n'étais pas le seul — pour un autre modèle de développement qui prenne davantage en compte les aspirations profondes des gens à plus d'autonomie, plus de temps pour vivre. Il se trouve qu'aujourd'hui il y a une coïncidence assez heureuse entre les nouvelles contraintes de l'économie — on ne peut plus gaspiller —, les possibilités de la nouvelle révolution industrielle — on peut travailler autrement — et les aspirations des gens à conquérir du temps pour vivre. Par conséquent ce livre décrit une utopie dans la mesure où c'est un renversement de perspectives. Mais c'est aussi un ensemble de propositions opérationnelles pour arriver graduellement à redonner au temps toute sa valeur.

— Il ressort très clairement dans ce livre que le temps ne signifie pas la même chose pour tout le monde. Dans la société française, particulièrement, il existe toute une série de différences face au temps, pour ne pas dire d'inégalités.

— Oui. Prenons deux exemples parmi d'autres. En France ce sont les salariés qui ont les conditions de travail les plus pénibles et les salaires les plus faibles qui travaillent le plus longtemps. Au surplus, leur durée de vie est plus faible que celle des autres. Donc ils profitent moins longtemps de leur retraite. D'autre part, si, à situation inchangée, on donnait une heure de plus à chacun par jour, cette heure n'aurait ni la même richesse, ni la même signification pour celui qui doit arpenter les rues grises d'une banlieue sans équipements collectifs et pour le cadre qui peut se permettre d'accéder au tennis et à la culture. Par conséquent, donner du temps sans précaution, c'est ne pas lutter contre les inégalités.

— Pourtant, la grande négociation à l'ordre du jour est celle qui porte sur la réduction du temps de travail. Comment se situe la révolution du « temps choisi » par rapport à cette revendication ?

— Laissons de côté pour l'instant l'une des idées centrales de notre livre qui vise la possibilité de donner à chacun un droit individuel : le droit d'aménager son propre temps de travail. Il faut souligner tout de suite combien l'ensemble des propositions faites par Echange et Projets « aménager le temps de travail, réduire le temps de travail, donner un droit individuel » peut apporter une contribution à la lutte contre le chômage. C'est en effet le moyen de réaliser ce que les socialistes réclament depuis longtemps et avec eux les socialistes et les syndicats européens : le partage du travail. C'est-à-dire la solidarité entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas. Mais cela n'est possible qu'à une condition : la réduction du temps de travail doit être substantielle de telle sorte que les progrès de productivité qui résulteront de la réduction de la durée du travail ne suffisent pas, à eux seuls, à maintenir le niveau de production. S'il en était ainsi, il n'y aurait pas de création d'emplois nouveaux.

Au meilleur partage du travail, il est traditionnel de faire plusieurs objections. Je veux répondre rapidement. En premier lieu, il faut souligner qu'il ne s'agit pas de travailler moins mais de travailler plus collectivement. Par conséquent d'accroître la production pour augmenter nos exportations et payer la facture pétrolière. Il vaut mieux dépenser de l'argent pour mettre au travail de nouvelles personnes plutôt que de perdre 2,5 % du produit national brut pour simplement indemniser les chômeurs. C'est la critique fondamentale que l'on peut faire à la politique économique gouvernementale qui, par ailleurs, parle toujours de rigueur et de cohérence. Voilà une belle incohérence.

Deuxièmement : il est possible de mener une opération de partage du travail en France sans attendre, pour trois raisons simples. En France, la durée du travail est supérieure de cinquante à cent cinquante heures par rapport aux autres pays européens. En second lieu, les coûts salariaux et sociaux, c'est-à-dire les coûts de production liés au travail, sont en France parmi les plus bas d'Europe. En troisième lieu, la France dispose des moyens de formation nécessaires pour élever et ajuster en temps utiles le niveau de qualification des chômeurs aux postes vacants. On pourrait alors consacrer une partie des sommes actuellement gaspillées par l'existence du chômage à financer ces opérations, là où les entreprises ont des conditions de production difficiles.

Par conséquent aucune des objections qui sont faites ne tient. D'ailleurs, si ces objections étaient valables, comment se fait-il qu'il n'y ait aucune grande discussion publique, par exemple au sein des commissions du Plan, sur ce sujet ?

Mais si la réduction du temps de travail est très légère et très homéopathique, alors il n'y aura pas création corrélative d'emplois. On le sait : lorsqu'on diminue la durée du travail de 10 %, la production ne baisse que de 7 %. Si cette diminution est faite relativement rapidement, c'est-à-dire en trois ou cinq ans, selon les entreprises, alors il y aura création d'emplois. Mais si, au contraire, on diminue de 2 % la durée du travail en trois ans, alors il y aura très, très peu de créations d'emplois. Cela il faut bien le souligner avant que les négociations ne reprennent entre le patronat et les syndicats.

— Est-ce que vous ne craignez pas que l'octroi d'un droit individuel sur le temps ne fasse qu'accroître les privilèges des plus nantis et, finalement, soit contraire à la défense des intérêts collectifs ?

— Nos trois orientations sont bien : aménager le temps de travail, le réduire et donner à chacun un droit individuel sur son temps. Prenons quelques exemples.

Supposons un travailleur qui actuellement fait quarante heures par semaine et qui voudrait pendant une période d'un an passer à trente heures ou vingt-cinq heures. Pour se consacrer soit à ses charges familiales, soit à la vie associative ou militante. Il pourrait le faire. Ensuite, il aurait un droit prioritaire pour revenir au temps plein lorsqu'il le souhaiterait.

Supposons un travailleur âgé de cinquante-cinq ans qui travaillerait déjà depuis quarante et un ans. C'est courant. S'il se disait : je voudrais passer progressivement à la retraite, il pourrait demander un mi-temps. Cela permettrait de mettre un jeune avec lui sur le même poste. Voilà une bonne manière de faire pour la solidarité.

Supposons, enfin, un jeune qui arrive sur le marché du travail en disant : je vais travailler pendant six mois et continuer mes études pendant six mois. Voilà encore quel pourrait être l'exercice de son droit individuel.

L'exercice de ce droit ferait l'objet d'une négociation, entreprise par entreprise, entre le patronat et les organisations syndicales. Car il faut concilier les contraintes de la vie des entreprises, la défense des intérêts collectifs des travailleurs et l'exercice de ce droit individuel. Bien entendu, l'avantage de cette formule, c'est qu'au lieu de cantonner le travail à temps partiel pour des catégories marginalisées de population — jeunes ou femmes — on généralise ce droit. Par conséquent, c'est aussi un élément de la promotion sociale des femmes.

Et qu'on ne vienne pas me dire que ce partage du travail soulève des problèmes insolubles. La société industrielle en a résolu de plus difficiles. Je vous rappelle qu'au début du siècle les chefs d'entreprise criaient au loup lorsqu'il était question de ne pas faire travailler dix heures par jour les enfants de quatorze ans !

— Dans la révolution du temps choisi, il est dit clairement que celui qui décide de travailler moins longtemps le fait en fonction de la diminution de salaire qui en résulte. Comment voulez-vous qu'un travailleur qui gagne moins de trois mille francs par mois se permette de demander d'exercer son droit au temps choisi pour ne travailler que trente heures ? Est-ce que cette mesure ne sera pas utilisée seulement par les femmes qui n'apportent en général que le second salaire à la maison ou par des salariés ayant un niveau de revenus plus élevé ?

— Il y a effectivement un risque. C'est pour cela que, pour les catégories de travailleurs ayant les salaires les plus faibles, il faudrait utiliser une partie des fonds actuellement consacrés au chômage pour maintenir leurs revenus. Dans ce domaine comme dans d'autres, on devrait consacrer l'argent public à des tâches productives et créatrices d'emplois. C'est-à-dire qu'à moins de trois mille francs un salarié qui voudrait passer à trente heures hebdomadaires pourrait le faire sans perte de salaire. Bien sûr, cela représente un effort national non négligeable. Mais encore une fois, compte tenu des cinquante milliards de francs consacrés au chômage — sans parler du coût de l'absentéisme, élevé lui aussi, et dû à des conditions de travail insipides et trop longues — finalement, le pays s'y retrouverait largement.

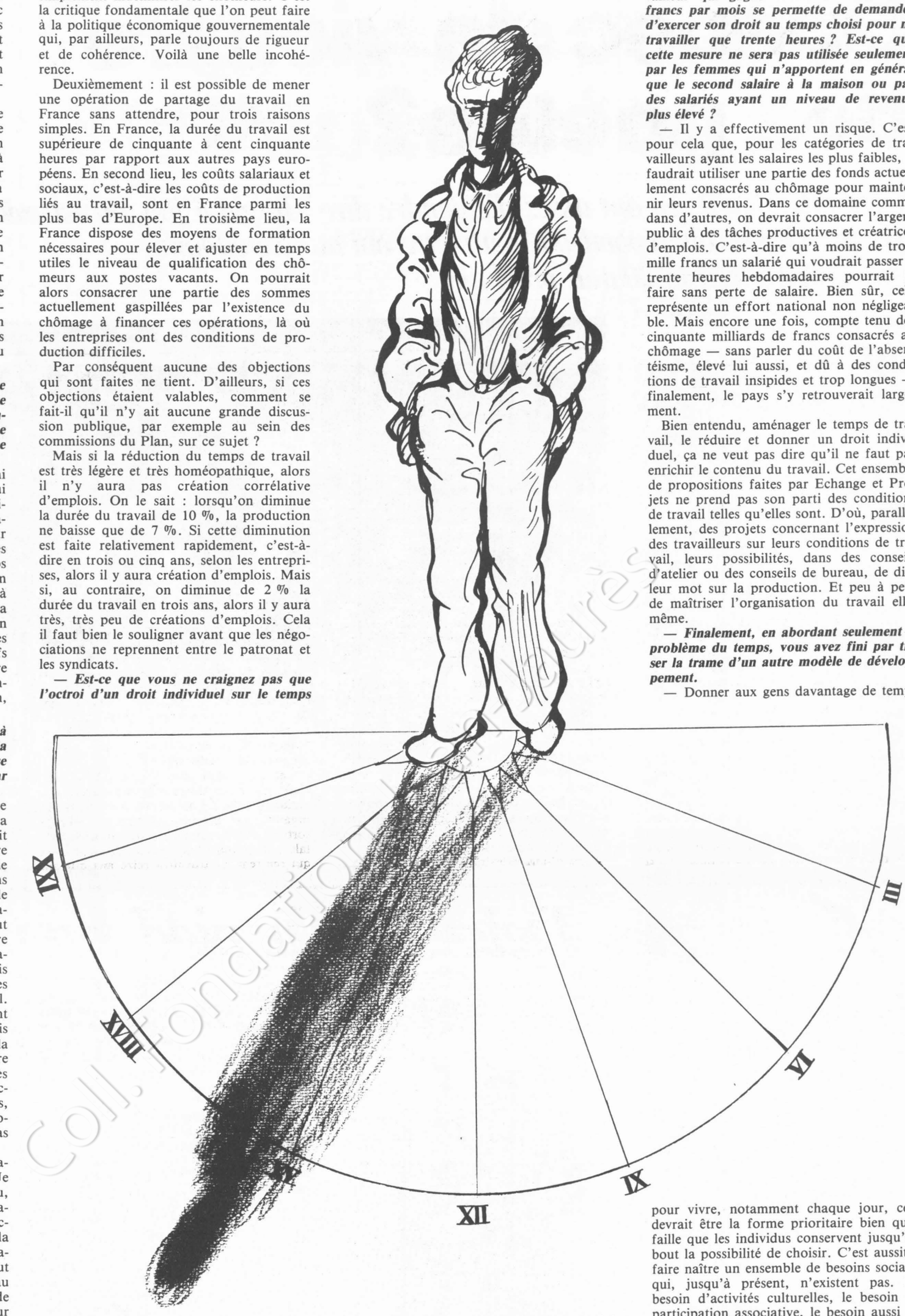
Bien entendu, aménager le temps de travail, le réduire et donner un droit individuel, ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas enrichir le contenu du travail. Cet ensemble de propositions faites par Echange et Projets ne prend pas son parti des conditions de travail telles qu'elles sont. D'où, parallèlement, des projets concernant l'expression des travailleurs sur leurs conditions de travail, leurs possibilités, dans des conseils d'atelier ou des conseils de bureau, de dire leur mot sur la production. Et peu à peu, de maîtriser l'organisation du travail elle-même.

— Finalement, en abordant seulement le problème du temps, vous avez fini par tisser la trame d'un autre modèle de développement.

— Donner aux gens davantage de temps pour vivre, notamment chaque jour, cela devrait être la forme prioritaire bien qu'il faille que les individus conservent jusqu'au bout la possibilité de choisir. C'est aussitôt faire naître un ensemble de besoins sociaux qui, jusqu'à présent, n'existent pas. Le besoin d'activités culturelles, le besoin de participation associative, le besoin aussi de travail chez soi, qui n'est pas du travail au noir, mais simplement la possibilité de varier ses activités.

Nos propositions tracent un sentier qui ouvre sur un autre mode de développement. Qui n'est pas la croissance zéro. Car la France ne peut se payer le luxe — surtout une France socialiste — d'une croissance zéro alors qu'il reste tant de besoins traditionnels à satisfaire. Voilà pourquoi, pendant toute une période, il nous faudra avoir, si je puis dire, un pied sur la vieille croissance et un pied sur la nouvelle. ●

(propos recueillis par
Christine Cottin et Michèle Kespi)



La semaine prochaine nous poursuivrons notre dossier sur la révolution du temps choisi par une interview d'Ignacy Sachs, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, qui a participé au débat organisé par Echange et Projets. Pionnier de l'éco-développement, Ignacy Sachs élargira encore le débat en répondant aux questions de « l'Unité ».

Fête de la Rose
organisée par la fédération de Savoie
les 17 et 18 mai,
Centre des Conventions à Chambéry
— 17 mai : grand bal de 21 h à 2 h avec l'orchestre « Odyssée » ;
— 18 mai : de 14 h 30 à 20 h. Kermesse, expositions, spectacle avec Philéas Fogg, Jean-Michel Caradec.
Intervention politique de François Mitterrand.

La fédération de la Mayenne
organise le dimanche 8 juin
à Laval (bois de l'Huisserie)
sa fête annuelle de la Rose
Des carrefours de discussions seront organisés à partir des thèmes « Vivre, travailler, décider en Mayenne ».
La partie spectacle sera assurée par des artistes mayennais : Dominique Launat, Yvon Pineau et Naphtaline.
Allocution de François Mitterrand

Collection Fondation Jaurès

Québec : la victoire des poètes ?

C'est parce qu'ils en ont assez d'entendre dire "To get a job, on est mieux d'parler anglais" que les Québécois répondront peut-être oui au référendum qui se déroulera le 20 mai prochain

PAR VERONIQUE NEIERTZ

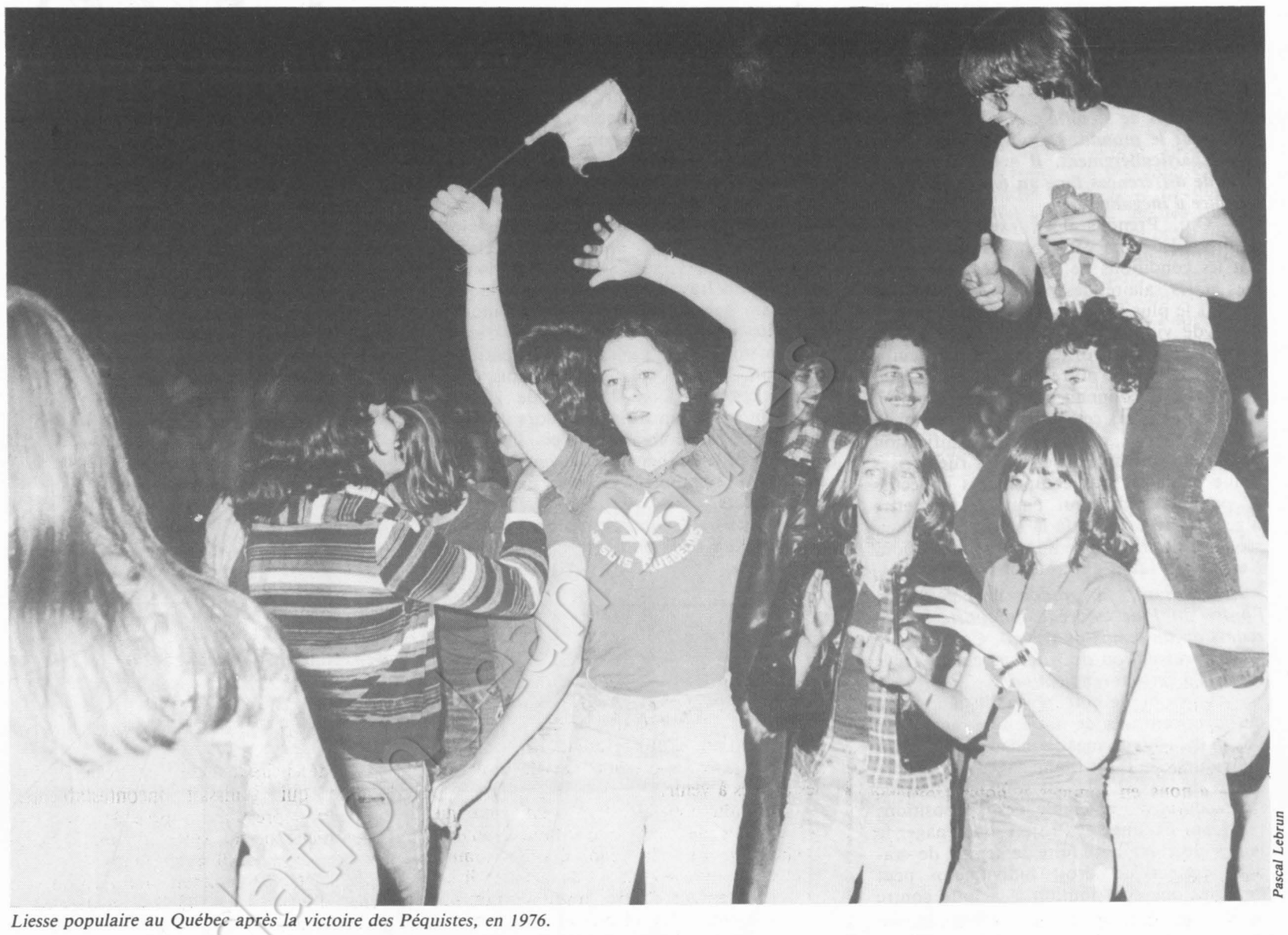
Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples.

Cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures — ce qui est la souveraineté — et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie.

Tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum (second référendum).

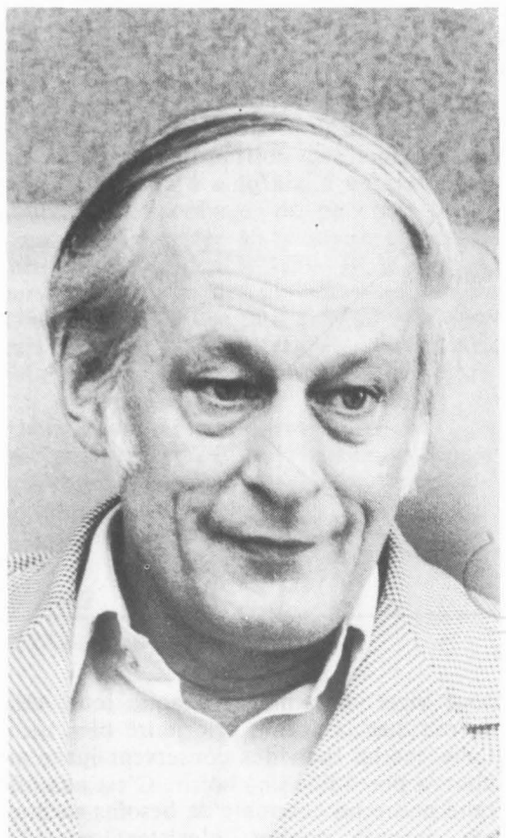
En conséquence, accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ?

TELLE est la question qui sera posée aux Québécois en français, en anglais, en amérindien et en inuit le 20 mai prochain.



Pascal Lebrun

Liesse populaire au Québec après la victoire des Péquistes, en 1976.



Pascal Lebrun

René Lévesque.



Pierre Elliott Trudeau.

Sygma

Nous autres Français avons découvert les Québécois depuis qu'un jour de juillet 1967, le général de Gaulle a lancé du perron de l'Hôtel de Ville de Montréal un « Vive le Québec libre » qui souleva la foule d'enthousiasme, même si le maire, Jean Drapeau, qui avait pourtant veillé à ce qu'aucun micro ne traîne, s'en étrangla de stupeur. La voix du général avait porté bien au-delà de la place Jacques-Cartier. Et quand Gilles Vigneault, Pauline Julien, Robert Charlebois vinrent ensuite à Paris chanter leur peuple et leur pays, les salles étaient combles.

Le Québec, c'est trois fois la France pour neuf fois moins d'habitants. Il n'y a pas de Français au Québec. Il n'y a que des Québécois qui parlent le québécois. Depuis quatre siècles ils résistent à l'assimilation, ils tiennent tête à 200 millions d'anglophones, un contre quarante, depuis quatre siècles ils font un pays et pour en arriver à ce référendum du 20 mai il a d'abord fallu qu'ils en retrouvent l'histoire et que les poètes leur rendent leur mémoire.

Plus deux ou trois choses d'importance : la création du mouvement souveraineté-association par René Lévesque en 1967, qui deviendra en 1968 le Parti québécois. Les indépendantistes, les socialistes et les séparatistes de tous bords s'y rallieront. Surtout après le vote, en 1970, du Bill 63, texte de loi qui disposait que les parents pouvaient choisir la langue d'enseignement de leurs enfants. Les immigrants non francophones du Québec vont forcément choisir la langue qui ouvre à leurs enfants les portes des autres provinces canadiennes et des Etats-Unis. « To get a job, on est mieux d'parler anglais ». Mais que les Québécois francophones n'étaient pas aveugles au point d'accepter sans broncher que les impôts qu'ils payent servent à financer leur mise en minorité.

Dans le même temps, le rêve canadien de Pierre Elliott Trudeau, celui d'un pays bilingue et biculturel, ne résiste pas à l'épreuve des faits. C'est en voyant les arrestations, les perquisitions, les provocations de la gendarmerie royale canadienne lors des élections de 1970, c'est en voyant les 2 500 soldats de la reine envoyés par Ottawa pour « régler » les affaires de la province que bien des Québécois devinrent séparatistes. Le « nouveau Canada » promis en 1968 par Trudeau et récupéré par Robert Bourassa ne s'en est pas relevé. D'autant que les Canadiens anglais n'y mettent pas du leur, c'est le moins qu'on puisse dire. Les dizaines de millions de dollars versées dans le berceau du bilinguisme n'ont pas réussi à faire comprendre aux anglophones pourquoi diable il faudrait qu'ils apprennent le français.

Menacés à terme de disparition

Mais plus que tout cela peut-être, c'est l'assimilation progressive des communautés francophones dans les provinces de langue anglaise qui fait réfléchir les Québécois. La corrélation entre l'anglicisation et le niveau de vie est telle que les Acadiens du Nouveau Brunswick, les francophones de l'Ontario ou du Manitoba sont menacés à terme de disparition : le gouvernement fédéral ne peut plus aujourd'hui prétendre assurer leur protection.

L'échec de Trudeau et de Bourassa créera les conditions de la victoire du Parti québécois en 1976. Mais René Lévesque et son équipe eurent d'abord à cœur de s'imposer dans l'opinion comme de bons gouvernants, capables de gérer le pays. Y ayant pleinement réussi, ils reviennent maintenant au projet que René Lévesque était venu expliquer lui-même à Paris en 1977 : « Plutôt qu'un mauvais compromis de plus, l'association lucide de deux peuples et de deux Etats semble seule susceptible d'assurer de part et d'autre un avenir à la fois plus harmonieux et infiniment plus stimulant (...). Pour nous Québécois en tout cas c'est littéralement du droit de vivre qu'il s'agit. »

La campagne référendaire est ouverte depuis le 14 avril. La loi oblige les électeurs à se regrouper pour défendre leurs options.

Les innombrables comités du OUI et du NON, une campagne publicitaire à l'américaine, la participation d'artistes extraordinairement populaires aux manifestations publiques donnent au débat une dimension tout à fait inconnue de l'ordinaire politique français.

Du côté des « plus j'y pense, plus c'est non », trois arguments boomerang :

1. L'indépendance économique du Québec n'est pas possible, n'est pas crédible. C'est l'appartenance de la province à l'ensemble canadien qui garantit le niveau de vie actuel ;

2. Tous ceux qui bénéficient actuellement des prestations sociales versées par Ottawa les perdront si le oui l'emporte ;

3. La solution institutionnelle proposée par les Péquistes (1) est archaïque. Elle s'inscrit à l'inverse du mouvement qui partout dans le monde pousse les peuples à se fédérer. Exemple : l'Europe.

Immigrés et « Yvettes »

Du côté des « votez oui », on renvoie allègrement le bébé avec l'eau du bain, en faisant remarquer :

— que le degré d'autonomie énergétique du Québec est de 51,6 %. A titre de comparaison, celui de la France est de 22,2 %, de la Belgique 16,5 %, du Danemark 1,6 % ;

- que les revenus au Québec sont très inférieurs à la moyenne canadienne, alors que le taux de chômage y est l'un des plus élevés du monde industriel. « Nous finissons par nous dire que nos impôts, nos instruments, nos leviers économiques et sociaux, il serait sans doute possible de s'en servir mieux. La souveraineté apparaît alors non pas seulement comme l'affirmation d'un épanouissement collectif mais aussi comme la condition du relèvement économique et de la prospérité. » (J. Parizeau, ministre des Finances) ;

— que 22 % des impôts fédéraux ont été perçus au Québec en 1979, soit 10 milliards de dollars. Combien le Québec a-t-il eu sur ses 22 %, sur ses 10 milliards ? Si le peuple du Québec contrôle ses 10 milliards, non seulement les prestations sociales versées par Ottawa seront reconduites sans difficulté, mais il sera possible de créer un revenu minimum garanti et de mettre en œuvre une politique de plein emploi ;

— « nous en sommes à notre troisième ou quatrième génération de fédéralistes. Même avec un Premier ministre fédéral qui parle français, nous n'avons pas eu notre part. Le fédéralisme, c'est la garantie pour les Québécois de toujours avoir la dernière part du développement économique », constate Claude Charron, ministre délégué aux Affaires parlementaires. Pour Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales, le gouvernement central d'Ottawa fonctionne et fonctionnera toujours d'après la conception canadienne-anglaise du fédéralisme selon laquelle on doit confier tous les leviers économiques, sociaux et culturels déterminants au gouvernement fédéral. Les Canadiens anglais, qui ne voient au Québec qu'une minorité ethnique importante et non un peuple, ne modifieront jamais l'équilibre fédéral actuel.

Autrement dit, pour les partisans du oui, le « fédéralisme renouvelé » proposé par Claude Ryan, leader du Parti libéral et des partisans du non, serait un leurre, un vieux cheval de retour, une manière de refuser de voir que le roi est nu.

Alors que va-t-il se passer le 20 mai ? Les sondages cotaient le oui plutôt bas, mais il remonte. La nature des ralliements qui s'opèrent est plus intéressante. Contre le oui, on trouve les immigrés, les gens âgés, la grande majorité des anglophones, les « yvettes » (2). Pour le oui, les jeunes, les travailleurs, les intellectuels, les artistes.

Le poids personnel de Pierre Elliott Trudeau, québécois par son père, réélu récemment à Ottawa grâce aux Québécois, sera déterminant pour l'issue du scrutin. De même que l'attachement des Québécois au mécanisme des deux pouvoirs, à la politique du balancier : ils peuvent aussi bien dire oui au référendum et non à René Lévesque lors des élections qui suivront, que non au référendum et oui à René Lévesque trois mois après. Dans la balance enfin, la stature de René Lévesque, décisive aujourd'hui. Mais que sera la souveraineté-association sans lui, peuvent penser certains. On verra bien le 20 mai si les poètes ont gagné... ●

(1) Péquistes : membres du Parti québécois.

(2) « Yvette » : stéréotype de la mère au foyer répandu par les manuels scolaires québécois. Une part importante de la campagne publicitaire fédérale leur est consacrée.

Grèce : l'effet Papandréou

La Grèce sera bientôt le dixième membre de la C.e.e. mais contrairement aux espoirs de Caramanlis, c'est le Pasok qui pourrait en bénéficier

PAR CLAUDE ESTIER

C'EST dans la douceur d'un printemps tardif que les Grecs viennent en quelques jours de changer de président et de gouvernement. Changement calme qui fait de gros titres dans les journaux mais ne mobilise pas les foules puisque tout se passe à l'intérieur de la Chambre des députés, et changement dans la continuité qui n'a évidemment rien à voir avec celui de juillet 1974 lorsque après sept années d'une dictature féroce, les colonels laissèrent le pouvoir à Constantin Caramanlis.

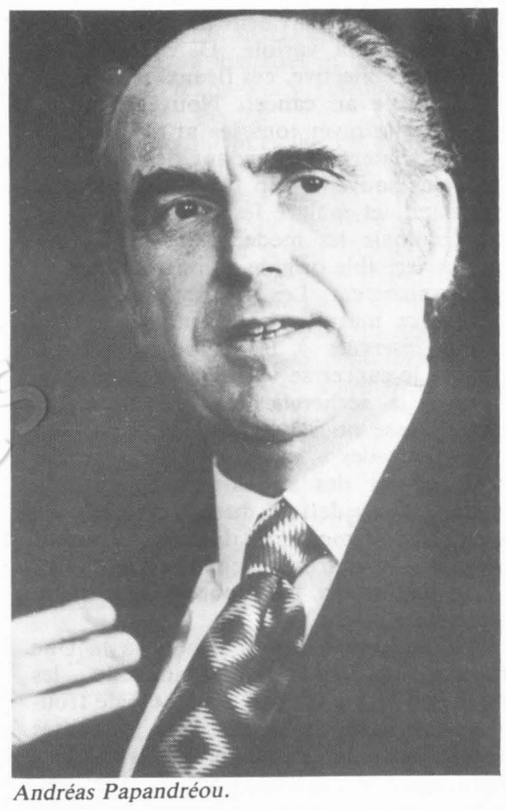
Ce dernier demeure la figure dominante de la politique grecque. Quittant la direction du gouvernement pour s'installer à la présidence de la République, il ne manquera pas de mettre en œuvre les pouvoirs considérables que la nouvelle Constitution héllénique donne au chef de l'Etat et que n'avait pas utilisés son prédécesseur M. Tsatsos, personnage falot placé à ce poste pour la circonstance et précisément pour ne pas gêner Caramanlis. Le président de la République détient, entre autres, le pouvoir de révoquer le gouvernement, de rejeter des projets de loi, de décider seul de l'organisation d'un référendum. Cela ne sera pas sans importance dans les mois ou les années à venir.

Continuité donc et cela d'autant plus que les députés du parti majoritaire Nouvelle Démocratie ont élu jeudi dernier comme chef du gouvernement — de justesse il est vrai — Georges Rallis, jusqu'ici ministre des Affaires étrangères, et sans aucun doute l'homme le plus proche de Caramanlis. Cette élection comportait un certain enjeu : face à Rallis, l'autre candidat à la direction du gouvernement était Evanghalof Averoff, ministre de la Défense, connu pour être activement pro-américain et fortement marqué à droite. A côté de lui, Georges Rallis passe pour un homme du centre comme Caramanlis lui-même. Mais il ne faut pas s'y tromper. Nouvelle Démocratie n'est autre chose qu'un parti de droite — très comparable à l'U.d.f. — même si l'on trouve en son sein les différents courants du conservatisme, depuis celui que l'on qualifie de « libéral » jusqu'à la réaction la plus extrême qui garde quelque nostalgie des colonels. C'est d'ailleurs seulement par quatre-vingt-huit voix contre quatre-vingt-quatre que Rallis l'a emporté sur Averoff et c'est aussi avec seulement trois voix de plus que la majorité nécessaire — dont celles de trois députés d'extrême droite — que Caramanlis a été élu président de la République. On est très loin de la vague de fond de 1974, qui avait permis à Caramanlis d'avoir une Chambre à sa dévotion, et même de la situation des élections de novembre 1977 où une loi électorale sur mesure donnait encore, avec 42 % des voix, cent soixante-quinze sièges sur trois cents à Nouvelle Démocratie tandis que le parti socialiste Pasok d'Andréas Papandréou, principale force d'opposition, passait d'un coup de douze à quatre-vingt-douze députés. Aujourd'hui, si l'on en croit les sondages, les deux formations seraient à peu près à égalité, le Pasok l'emportant même à Athènes, tous les autres partis de gauche ou du centre étant littéralement écrasés, à l'exception du Parti communiste dit de l'extérieur, totalement pro-soviétique, et qui « tournerait » autour de 10 à 12 % des suffrages.

La réalité politique grecque est donc fort différente de l'apparence et c'est finalement dans une situation très incertaine que Constantin Caramanlis s'installe à la magistrature suprême. C'est d'ailleurs cette incertitude même qui lui a fait choisir, après beaucoup d'hésitations, d'être candidat à la présidence : au moins, en cas de malheur aux prochaines élections législatives, est-il assuré de tenir les rênes pendant cinq ans encore.



Constantin Caramanlis.



Andréas Papandréou.

Ce désenchantement à l'égard d'un homme qui jouissait incontestablement d'un grand prestique auprès de ses concitoyens tient au fait qu'il n'a tenu aucune des promesses qu'il avait faites il y a six ans. la Grèce connaît aujourd'hui un record d'inflation — 25 % l'an dernier — le chômage commence à y être élevé même si les statistiques en camouflent l'aggravation, la production stagne faute d'investissements, la balance des paiements est en déficit considérable et la monnaie reste fragile. Au total, les inégalités entre classes sociales n'ont fait que s'accroître et le niveau de vie du travailleur grec demeure extrêmement faible. Quant à l'exercice de la démocratie par l'équipe au pouvoir il est pour le moins contestable. En témoigne notamment la tutelle sur les syndicats, les collectivités locales ou les moyens d'information ; la radio et la télévision sont totalement aux mains du gouvernement ou des forces armées et l'opposition n'y a pratiquement aucun moyen de s'y exprimer. Autre fait grave : il n'y a pas eu d'épuration dans la justice, l'armée et les forces de sécurité où l'on trouve toujours, à des postes élevés, des hommes mis en place par les colonels.

En fait, depuis six ans, Caramanlis a tout misé sur un seul objectif : l'adhésion de la Grèce au Marché commun en faisant croire à ses compatriotes que cette adhésion constituait une sorte de remède miracle aux maux dont souffre leur pays. Il n'en est évidemment rien, d'autant que, pressé d'en finir, le gouvernement grec a négocié l'entrée dans la C.e.e. avec une certaine légèreté et sans obtenir des garanties suffisantes contre les menaces que cette entrée fait peser sur l'économie du pays, extrêmement arriéré et sous-industrialisé.

Autant de terrains d'action pour le Pasok qui marque chaque jour des points en se posant comme le seul véritable défenseur des intérêts du peuple grec en même temps que comme le champion de l'indépendance nationale en dénonçant toutes les tentatives d'intervention directe ou indirecte des Etats-Unis, ce qui, compte tenu des expériences passées, rencontre un tel écho dans la population que même Caramanlis n'a jamais osé se battre pour le retour de la Grèce dans l'Otan.

A côté d'un programme très avancé de transformations socialistes, qui n'est pas sans analogie avec le programme commun français de 1972, le Pasok se distingue en effet des autres partis grecs par ses positions originales en politique étrangère. Très axé sur les problèmes du tiers monde, il est aussi d'une grande sévérité à l'égard de la politique des blocs, son anti-américanisme traditionnel ne l'ayant pas empêché de dénoncer l'intervention soviétique en Afghanistan comme faisant courir un grave péril à la détente et à la paix. Il s'agit, au sens propre du mot, d'une politique de non-alignement. Andréas Papandréou tient beaucoup à cette définition en même temps qu'il se défend très vivement d'être « anti-européen ». Certes, le Pasok continue à militer contre l'adhésion de la Grèce au Marché commun en reprochant à Caramanlis de n'avoir pas fait, par l'organisation d'un référendum, le peuple grec juge de cette adhésion. Mais puisque, pour l'instant, celle-ci est un fait, que la Grèce, à compter du 1er janvier prochain, sera membre à part entière de la C.e.e., le Pasok entend tenir toute sa place dans les institutions européennes.

Papandréou l'a confirmé lui-même avec force au cours de la rencontre que la direction du Pasok a eue le 7 mai à Athènes, pendant une journée entière, avec les membres du bureau du groupe socialiste du Parlement européen. Il est acquis dès maintenant que les députés du Pasok adhéreront à ce groupe en y conservant leur liberté d'expression et de vote comme c'est le cas pour tous les sous-groupes nationaux du groupe socialiste de Strasbourg. Mais ce rapprochement est apparu de part et d'autre particulièrement important à un moment où l'accession du Pasok à la direction du gouvernement grec n'est plus à exclure pour un avenir relativement proche. En même temps qu'il s'est déclaré « apparenté » au mouvement socialiste et social-démocrate européen — il a récemment rencontré à Bonn des dirigeants du S.p.d. — Papandréou a exprimé son intérêt pour le nouveau dialogue ouvert au sein du mouvement ouvrier européen sous l'expression un peu ambiguë d'« eurogauche ». Son calendrier prévoit dans ce cadre de prochains voyages à Rome, à Madrid et à Paris. Des observateurs grecs qualifiés soulignaient après la rencontre du 7 mai que cette insertion du Pasok dans le contexte européen, à la fois critique et active, ne pouvait qu'accroître encore ses chances face au parti gouvernemental. Même si les correspondants étrangers — en particulier celui du « Monde » — s'emploient à dissimuler cet aspect des choses, la relève sans histoire de Caramanlis recouvre une situation très nouvelle qui pourrait se traduire, dans l'année qui vient, par d'importants changements à Athènes. ●

Un remède contre le cancer : le bonheur

On sait très mal soigner le cancer : deux sur trois de ses victimes n'en réchappent pas. Et si nous apprenions à le prévenir ?

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

NOS ancêtres avaient la peste, le choléra et la variole. Dans l'imagination collective, ces fléaux oubliés ont cédé la place au cancer. Nouveau tabou, cette maladie revêt tous les attributs de la fatalité : souterraine pendant des années il est le plus souvent trop tard quand elle se manifeste... et malgré les énormes progrès de la biologie les médecins ignorent toujours sa véritable origine et les méandres de son cheminement. Les informations objectives sur ce mal du siècle sont rares, trop souvent réservées à la presse spécialisée, pourtant le cancer se vend bien : les collectes pour la recherche font recette et la grande presse nous bombarde de nouvelles « sensationnelles » et exploite sans vergogne le cancer des autres pour peut qu'il frappe des vedettes du show-bizz. Le cancer peut même servir d'argument politique : ainsi le cancer du chah d'Iran continue à faire couler beaucoup d'encre compatissante.

Périodiquement une manchette à la Une annonce une fausse bonne nouvelle : les chercheurs « seraient sur le point » de trouver le médicament miracle. Les propriétés protectrices de l'interféron, substance découverte il y a quelques années, font naître de nouveaux espoirs... malgré les déclarations fort prudentes des cancérologues.

En fait les fantasmes de notre inconscient collectif s'alimentent de ce constat d'échec : depuis vingt ans les moyens thérapeutiques ont fort peu progressé... et le cancer, lui, gagne du terrain. Selon les statistiques du National cancer institute (N.c.i.) américain, la proportion des malades qui survivent de un à cinq ans à un cancer du colon, de l'œsophage, du pancréas ou de l'estomac est restée stationnaire et parfois même a baissé depuis 1950. Et le taux de survie à cinq ans des malades atteintes du cancer du sein — le plus fréquent des cancers féminins — est identique depuis vingt-cinq ans. Certes des succès remarquables ont été remportés contre certains types de cancers très rares (tumeurs des reins chez les enfants, cancers de l'utérus après une grossesse) ou contre des tumeurs plus fréquentes (prostate, vessie).

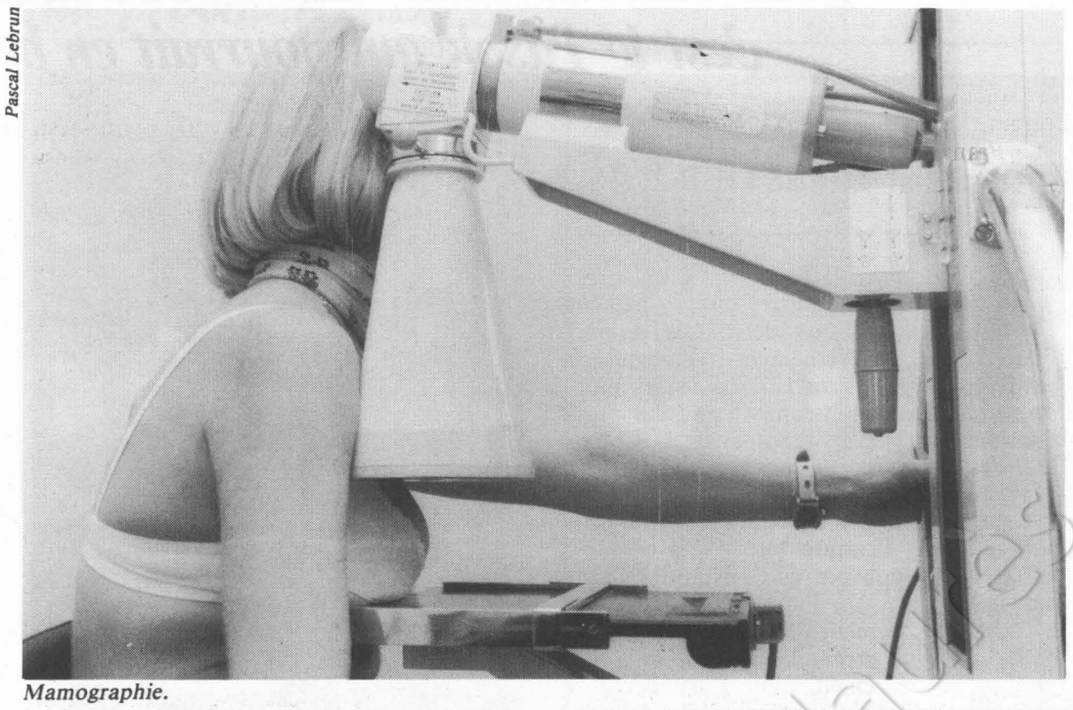
Bilan pessimiste

Mais selon une grande revue scentifique américaine « aucun progrès n'a été fait depuis plus de vingt ans dans le traitement des cancers les plus répandus qui représentent près de 80 % de l'incidence totale de la maladie ».

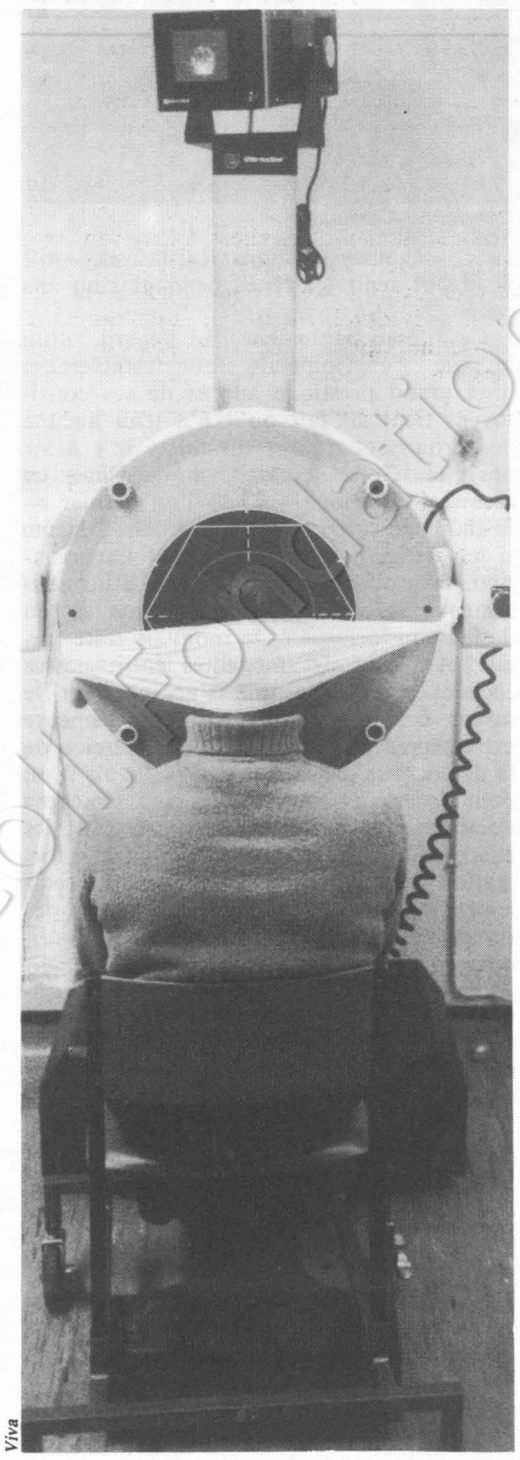
Le bilan pessimiste du N.c.i. américain après compilation des statistiques de mortalité par cancer depuis 1950 est confirmé par les résultats d'une enquête analogue effectuée en France par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) sur la période allant de 1954 à 1976 (1). Les cancers, qui représentent en France la deuxième cause de mortalité après les maladies cardio-vasculaires, et même la première cause de décès pour la tranche d'âge de vingt-cinq à soixante-quatre ans, ont vu leurs fréquence augmenter depuis 1954.

Cette augmentation s'explique en partie par l'allongement de la durée de la vie — le cancer est en effet très largement une maladie du vieillissement. Mais pas seulement. Derrière la courbe ascendante de la mortalité moyenne par cancer se dissimule des inégalités étonnantes. En France le cancer tue en effet deux fois plus d'hommes que de femmes. De 1954 à 1976 la mortalité par tumeurs malignes a régressé de 12 % chez les femmes... en dépit de leur plus grande longévité (la vie des femmes est de huit ans plus élevée que celle des hommes et l'écart ne cesse de se creuser). En revanche, la mortalité par cancers s'est accrue de 30 % pour les hommes. Cette inégalité considérable devant le cancer s'explique essentiellement par l'augmentation vertigineuse des cancers liés au tabac et à l'alcool qui tuent deux fois plus en 1976 qu'en 1956 : cancers du poumon (+ 150 %), du pharynx, du larynx et de la bouche (+ 80 %), de l'œsophage (+ 33 %).

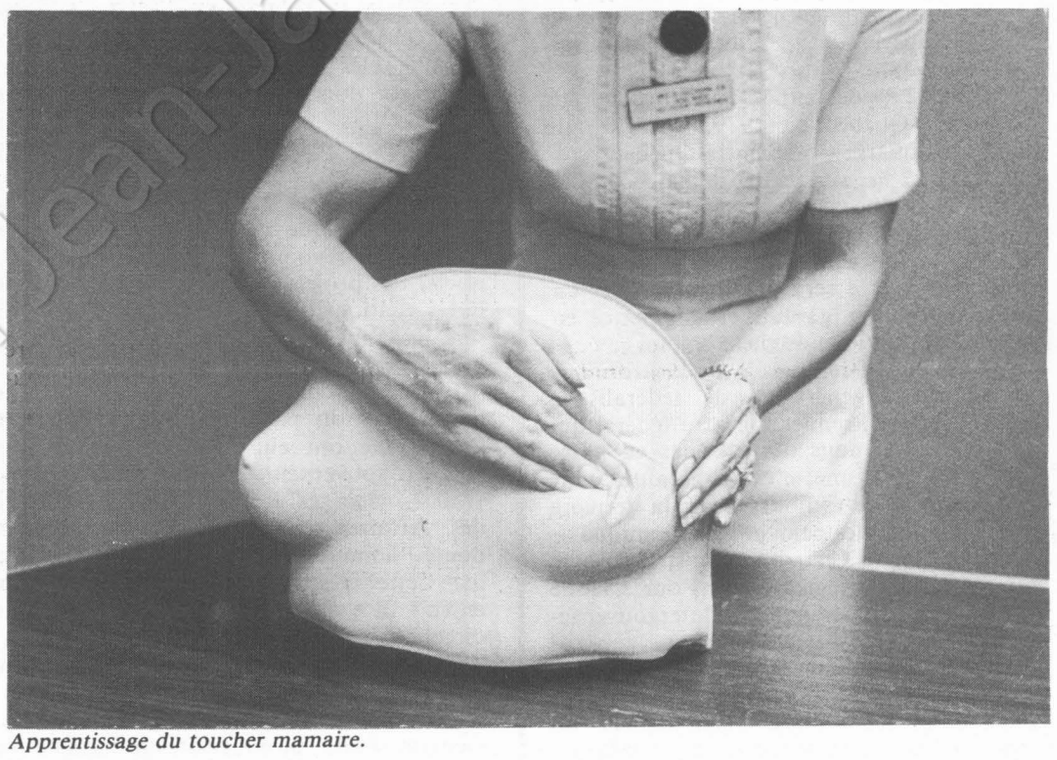
Pascal Lebrun



Mamographie.



Viva



Apprentissage du toucher mamaire.

Le rôle du tabac et de l'alcool

Le rôle du tabac et de l'alcool, en particulier lorsque leurs effets se conjuguent, apparaît actuellement déterminant dans l'émergence de ces trois types de cancers.

Le tabac à lui seul est responsable de 40 % des décès par cancer des hommes occidentaux. Des chiffres qui ont de quoi faire réfléchir ! Les récentes habitudes de tabagisme féminin risquent de faire accéder les femmes aux tristes records du sexe masculin mais le temps de latence de ce type de cancer est très long : il faut vingt à trente ans pour que des tumeurs se développent sur des muqueuses soumises régulièrement à l'agression des facteurs cancérigènes contenus dans l'alcool et le tabac.

Dépistage précoce

Les tumeurs du côlon et du rectum — qui arrivent en deuxième position après les cancers des voies respiratoires —, très difficiles à soigner, frappent, elles aussi, différemment les deux sexes :

— 14,4 % pour les femmes, + 11,6 % pour les hommes. Mais il y a deux fois moins de cancers de l'estomac qu'en 1954. En revanche les cancers du sein — première cause de mortalité par cancer chez les femmes — n'ont pas cessé d'augmenter depuis vingt-deux ans (+ 24 %) alors que les décès dus aux cancers de l'utérus diminuent régulièrement : la surveillance médicale régulière des femmes « sous pilule » permet en effet de dépister très tôt les tumeurs du col de l'utérus.

Les chercheurs de l'Inserm ont également analysé l'impact des cancers par tranche d'âge : c'est parmi les hommes de trente-cinq à quarante-quatre ans que la mortalité par cancers des voies respiratoires a le plus augmenté (+ 80 %). Les grands vieillards — soixante-quinze à quatre-vingt-quatre ans — sont la proie privilégiée des cancers du gros intestin et ce sont les hommes de plus de soixante-cinq ans qui meurent le plus souvent d'un cancer de la prostate. Le cancer du sein dont la fréquence a augmenté pour toutes les tranches d'âge s'attaque de préférence aux femmes de cinquante-cinq à soixante-quatre ans.

Accumuler ainsi chiffres et pourcentages peut sembler relever d'une spéculation intellectuelle gratuite... et morbide. Concernant une maladie responsable de quelque cent vingt mille morts par an, les statistiques de l'Inserm présentent au contraire un intérêt pratique majeur : définir le profil de la maladie, savoir qui, quand et pourquoi elle frappe peut permettre de concevoir une stratégie de lutte pour prévenir l'apparition du cancer. Dès 1974, les cancérologues réunis en congrès international à Florence affirmaient que 80 % des cancers étaient dus à l'environnement au sens large du terme : pollutions diverses, conditions de travail, mais aussi mode de vie et alimentation. Le rôle du tabac et de l'alcool est désormais scientifiquement prouvé dans la genèse des cancers des voies respiratoires : supprimer totalement l'usage de la cigarette réduirait de 90 % le nombre des cancers du poumon.

Certains produits ou substances chimiques se sont également révélé de puissants facteurs cancérigènes : la découverte du rôle de l'amiante dans le cancer du poumon a débouché sur une surveillance médicale accrue des ouvriers qui manipulent ce produit à haut risque. Les facteurs cancérigènes sont d'autant plus redoutables qu'ils associent leurs effets : le risque de cancer du poumon chez un ouvrier exposé à l'amiante est multiplié par... quatre cent s'il est aussi un fumeur ! (2)

Les rayonnements sont eux aussi dangereux. Ne pas abuser du soleil : à haute dose les ultraviolets — nécessaires pour permettre à l'organisme de fixer le calcium — sont responsables de cancers de la peau — tumeurs très fréquentes mais qui guérissent à 95 %. L'influence des rayons X n'est plus à prouver. De nombreux travailleurs y sont professionnellement exposé : personnel de radiologie, techniciens et ouvriers des centrales nucléaires et des mines d'uranium, etc.

Mois bien connu, le rôle de l'alimentation semble pourtant essentiel dans bon nombre de cancers fort difficiles à soigner (sein, côlon, rectum).

De nombreuses études mettent en corrélation les cancers de l'intestin avec une alimentation riche en graisses animales ou raffinées et carencée en fibres végétales. Ainsi, les pays gros consommateurs de bœuf (Nouvelle-Zélande, Ecosse, Uruguay et Argentine) détiennent les records des cancers de l'intestin. Les exemples abondent. Les Danois ont quatre fois plus de cancers du côlon que les Finlandais. Leurs différen-

ces alimentaires expliquent peut-être cette discrimination : les Finlandais ont une alimentation plus traditionnelle et absorbent deux fois plus de fibres végétales. En revanche les Danois mangent du pain blanc et beaucoup plus de viande.

Les Japonaises qui, au Japon, ont un taux extrêmement bas de cancers du sein, s'alignent en une génération sur les normes américaines (très élevées) si elles émigrent aux Etats-Unis. Indiqué pour prévenir le cancer du sein, le régime alimentaire japonais très riche en glucides et en poisson cru se révèle au contraire néfaste pour l'appareil digestif : le Japon détient le record du cancer de l'estomac... qui a fortement régressé dans la plupart des pays développés.

L'action des graisses animales

En France, un jeune médecin lyonnais, le Dr Meyer, a consacré sa thèse aux relations dans différentes régions entre cancer et habitudes alimentaires. Le Nord y apparaît comme le champion de France des cancers : la mortalité par tumeurs malignes y est de 15 % supérieure à la moyenne nationale pour tous les types de cancers sauf celui de l'estomac. La région méditerranéenne détient les taux les plus bas et c'est dans l'Ouest, caractérisé par une alcoolisation importante, que l'on meurt le plus souvent d'un cancer de l'estomac. Pendant la période étudiée (1950-1967), l'alimentation des Français s'est profondément modifiée : la consommation des graisses (beurre et huiles) et des protéines animales (viandes, poisson, fromages) a fortement augmenté au détriment d'aliments moins coûteux d'origine végétale (céréales, pain, pommes de terre). Et la mortalité par cancer a elle aussi évolué : moins de cancer de l'estomac, mais forte augmentation des tumeurs du sein, de la prostate, du pancréas. Les habitants du Nord consomment, eux, quatre fois plus de bière et deux fois plus de beurre que le reste de la population. Ceux de la Méditerranée, les moins victimes du cancer, se singularisent en revanche par une forte consommation de fruits et de légumes et une très faible consommation de beurre et de bière. Troublantes corrélations... et pourtant médecins, chercheurs et pouvoirs publics paraissent encore peu conscients du rôle de l'alimentation. Aucun rudiment de diététique dans les études médicales, pas d'éducation sanitaire à l'école, peu d'informations dans le grand public sur les normes alimentaires.

La recherche contre le cancer est elle-même pour l'essentiel axée sur les hypothèses causales et les processus biochimiques qui font qu'une cellule normale se transforme en cellule cancéreuse alors que l'on étudie fort peu les mécanismes d'intervention des agents cancérigènes dus à l'environnement.

Les Etats-Unis sont en train d'envisager une révision déchirante du budget de la recherche. En 1978 sept milliards de dollars ont été engagés dans la bataille contre le cancer. « En raison des erreurs commises pour la définition des priorités et la distribution des fonds nous risquons de la perdre », déclarait le sénateur McGovern. Moins de 1 % de ces sommes a été consacré à l'étude des facteurs cancérigènes de l'environnement... alors que les cancérologues sont d'accord pour estimer que l'environnement est responsable de 80 % des cancers.

La France ne semble pas prête à prendre le virage. Au contraire. « Les restrictions de crédit affectent peu les secteurs de la recherche qui ont pignon sur rue depuis longtemps, affirme un chercheur de l'Inserm, alors que l'épidémiologie, base de toute action préventive à grande échelle, subit de plein fouet les effets de la crise économique. »

Agir en amont

Tout se passe comme si les médecins préféraient ignorer superbement les possibilités de prévention pour se consacrer exclusivement au traitement des malades atteints... même si (comme c'est le cas pour la majorité des cancers), les thérapeutiques actuelles n'ont qu'une faible efficacité. Il faut dire qu'en France le système de santé fondé sur le paiement à l'acte ne permet guère aux praticiens de prendre en charge la prévention des maladies : ce ne serait pas rentable. Et pour un spécialiste il est tellement plus satisfaisant de parvenir à guérir un cas désespéré de cancer (même si ce n'est qu'un sur dix !) plutôt que d'agir en amont en essayant de prévenir l'apparition du mal : ici, la gloire, les publications officielles, les interviews, là le travail obscur et peu spectaculaire.

« La prévention, cela coûterait encore plus cher à la Sécurité sociale », dit-on souvent dans les milieux spécialisés. C'est que pour beaucoup de médecins et de responsables du ministère de la Santé la prévention se réduit au dépistage précoce.

La tête sous l'oreiller

Certes le dépistage des cancers permet d'améliorer les pourcentages de guérison si le diagnostic est porté suffisamment tôt. Certains pays l'organisent systématiquement. Au Japon la lutte contre le cancer de l'estomac (qui représente plus du tiers des cancers dans ce pays) permet de sauver des milliers de gens chaque année : des camions dotés d'un équipement de pointe sillonnent le pays aussi nombreux que ceux qui, chez nous, collectent le sang pour les centres de transfusion. Cette surveillance s'adresse à la partie de la population à haut risque : les plus de quarante ans. Rien de tel en France. Parce que les pouvoirs publics estiment que ce genre de dépistage de masse coûterait plus cher... que les soins (et les décès) des cancéreux. « Le dépistage systématique des cancers du côlon ne serait pas rentable, affirme-t-on à l'Inserm. Il faudrait soumettre tous les plus de cinquante ans à des examens difficiles et coûteux. Le rapport coût-efficacité est défavorable : on a calculé que si l'on parvenait à guérir tous les cancers cela ne rallongerait l'espérance de vie moyenne que de deux ans ! » Un argument-massue : il faut bien mourir de quelque chose... et après tout le cancer est une maladie de la vieillesse !

Mais le dépistage — et la prévention en général — se heurtent aussi au réflexe de l'autruche : le cancer fait tellement peur que l'on préfère se mettre la tête sous l'oreiller et penser que le cancer, c'est les autres... Et la confirmation de la multiplicité des facteurs cancérigènes peut aussi déboucher sur une attitude défaitiste : le tabac, l'alcool, le soleil, la bouffe, le travail, le stress... si tout peut donner le cancer, il n'y a rien à faire qu'à profiter des petits plaisirs de la vie — cigarettes, apéros, et bons gueuletons !

« Ce n'est pas facile de persuader un adolescent de ne pas fumer, explique Robert Flamant, chercheur à l'Inserm, sous prétexte qu'il fait passer son risque de cancer bronchique de 1 pour 1 000 à 1 pour 100... éventualité qui ne surviendra en moyenne qu'à l'âge de soixante-cinq ans ! »

D'où l'échec relatif des campagnes de publicité contre le tabac. « Ne fumez pas », « ne buvez pas », « vous mangez trop » : culpabilisants et répressifs, les slogans ne peuvent venir à bout de fléaux qui, comme l'alcoolisme ou le tabagisme, sont d'abord des maladies sociales.

Le gros fumeur, l'alcoolique invétéré — ou le cadre surmené qui « fonctionne » à coups de whisky — ont besoin de leur drogue pour supporter leur vie quotidienne. Le cancer semble avoir de profondes racines. Aux Etats-Unis une équipe de chercheurs a comparé l'évolution de la mortalité dans deux Etats voisins, l'Utah et le Nevada, qui ont les mêmes caractéristiques climatiques, un taux d'urbanisation et de scolarisation similaires et le même niveau de médicalisation (si on l'exprime en nombre de médecins et de lits d'hôpitaux par nombre d'habitants). Or ces Etats de situent aux deux extrêmes des statistiques de la santé. Le Nevada atteint des records de mortalité par rapport à l'Utah : 40 % de plus pour les enfants, de 44 % à 54 % chez les femmes. La mortalité par cyrrhose du foie et cancers des bronches y atteint 590 % pour les hommes de trente à trente-neuf ans et 443 % pour les femmes du même âge. Des écarts aussi énormes ont leur explication dans l'étude sociologique de ces deux Etats. L'Utah, zone d'élection des Mormons, se caractérise par une très faible consommation d'alcool et de tabac, interdits pour les membres de cette secte. Ses habitants sont en majorité nés « au pays » (63 % des résidents de plus de vingt ans contre 10 % au Nevada). La proportion de célibataires et de divorcés est nettement plus faible en Utah.

Ainsi le mode de vie, les habitudes culturelles semblent avoir, plus ou moins directement, une influence déterminante sur la santé. Prévenir le cancer — et d'autres maladies — impliquerait donc d'abord un mode de vie plus adapté aux besoins de l'organisme : de bonnes conditions de travail, un rythme de vie plus calme, moins de pollutions agressives, de meilleures habitudes alimentaires et pas trop de stress... En somme il suffit d'être heureux ! ●

(1) Cf. brochure « le Cancer, la mortalité en 1976, son évolution depuis 1954 ». En vente au service des publications de l'Inserm.

(2) Cf. « Risques cancérigènes et prévention des cancers » de Robert Flamant, publié dans la Revue d'épidémiologie et de santé publique — 1976.

Réunification à l'Unef

PAR PASCAL BEAU

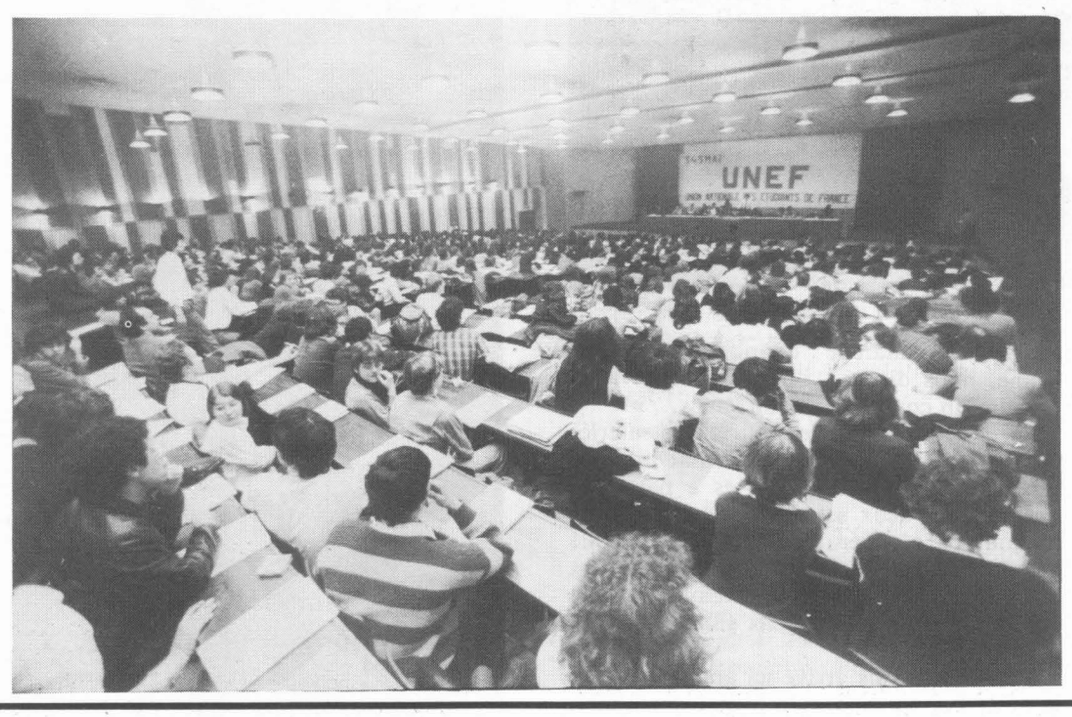
UN Congrès de réunification du syndicalisme étudiant ? Il y a six mois, qui aurait cru une telle chose possible ? Personne. Et pourtant, c'est bien un Congrès de réunification qui s'est tenu il y a quelques jours à la faculté de Nanterre par le regroupement de l'Unef — Unité syndicale, du Mouvement d'action syndicale (MAS) et de nombreux étudiants jusque-là non syndiqués.

Certes, il reste encore la tendance « Renouveau » dont les dirigeants refusent de rejoindre la nouvelle Unef constituée. Ce refus se transforme d'ailleurs en repli sectaire au dépend des intérêts des étudiants et de la liberté d'expression des militants dans l'organisation.

A Nanterre, chacun a senti et compris l'importance de l'événement qui se déroulait : dans un monde syndical divisé, une réunification de courants syndicaux étudiants et la dynamique qui en ressort constituent donc un événement majeur.

Outre l'importance de cette réunification, ce qu'il faut retenir de ce Congrès, c'est l'émergence d'un pôle syndical regroupant notamment de nombreux étudiants socialistes. Cette tendance dont le sigle est « Pour l'union syndicale », avec 26 % des voix sur 17 000 syndiqués et près de 150 délégués présents, a affirmé sa vocation de reconstruire l'Unef sur les bases de la Charte d'Amiens (indépendance syndicale, refus des projets politiques à l'Université qui ont imprimé la division syndicale, maintien de la permanence de l'organisation syndicale face au pouvoir d'Etat quel qu'il soit) et de la Charte de Grenoble de 1946, pour un statut économique et social de l'étudiant (agir pour obtenir pour l'étudiant le statut de jeune travailleur en formation et par voix de conséquence le pré-salaire étudiant qui garantit l'indépendance financière du jeune). Le Parti socialiste par la voie de Jean-Marcel Bichat a salué les 630 congressistes en soulignant l'importance du Congrès de réunification, pas décisif vers la reconstruction de la grande Unef.

L'université est en crise, crise provoquée délibérément par la politique du pouvoir. Hier destinée à former les élites de la nation, l'université est censée aujourd'hui former une masse de travailleurs hautement qualifiés. Mais la réalité est différente ; tout le monde constate que l'université ne répond plus aux besoins et aux aspirations des étudiants, que grandit un fossé d'incompréhension avec les besoins légitimes, économiques et sociaux de la collectivité. Le gouvernement remet en question bien des acquis et tente de professionnaliser l'ensemble des filières et des disciplines (la notion de carte universitaire). De plus l'atteinte aux libertés fondamentales (libre choix de l'inscription en 1ere année, les droits des étudiants étrangers, les œuvres sociales, les Crous et la Mnef) participe à un processus politique de démantèlement de tout ce qui a façonné les conditions fondamentales de l'université française et du mouvement étudiant. L'ensemble de ces thèmes furent abordés dans un débat parfois trop exclusivement tourné vers le principe de la grève générale immédiate des étudiants. Les mouvements, réels comme à Lyon, Grenoble, Nice, Angers, Rennes, reçoivent de l'Unef une solidarité directe et permanente. Le principe d'une consultation démocratique, un référendum, fut retenu. De ce Congrès, où le Bureau national de l'Unef-Unité syndicale est resté majoritaire (60 % des voix) est sorti un manifeste d'appel à l'unité et à la syndicalisation de tous les étudiants à la défense de l'université et de la Mnef.



Ce qui est en jeu, plus que jamais, c'est la capacité à recomposer le milieu étudiant, autour d'objectif syndicaux, concrets, autour des institutions qui permettent de situer socialement l'étudiant. A la question de la marginalisation du milieu étudiant, la seule réponse possible est de partir du vécu, d'en assurer la défense (conditions de vie morales et matérielles) et ce par le biais d'une démarche authentiquement syndicale.

Le syndicalisme à l'université se doit de casser « le ghetto universitaire » en permettant à l'étudiant de jouer son plein rôle dans la vie de la société. Ce travail universitaire n'est pas en fait en marge des autres activités de production.

Seule l'organisation syndicale de masse et permanente qu'il convient de construire permettra la prise de conscience du monde étudiant, de sa place dans l'activité sociale.

L'utilité d'une démarche syndicale doit donner à l'étudiant les moyens de sa véritable autonomie et de sa responsabilité. Dans une conjoncture où l'engagement collectif est décriée, il est bon de montrer la voie, la seule voie possible pour permettre des avancées dans l'action revendicative et affirmer la solidarité indispensable au mouvement étudiant. A cet égard, le débat intense du Congrès et la mobilisation qui l'a précédé sont des éléments de satisfaction indéniable et qui démontre les possibilités réelles d'action dans un univers déconsidéré par de nombreuses campagnes de dénigrement. L'université veut vivre. En plaidant pour un syndicalisme indépendant, unitaire et démocratique, pour la responsabilité des étudiants, les congressistes n'ont fait que reprendre le chemin déjà tracé par les réussites de la grande Unef, celle qui refusait la guerre d'Algérie, celle des acquis des étudiants, celle des 100 000 syndiqués.

L'unité et la reconstruction syndicale sont enfin en marche à l'université. ●

III. Aisne : ouvrier agricole dans un grand domaine

Mille hectares, quatre cents truies, quatre mille porcs, onze salariés. Gérard, porcher dans une véritable entreprise industrielle, raconte la vie d'un ouvrier agricole privilégié

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

PLAINE ouverte. Le blé en herbe sort de terre. Derrière un petit bois — rares sont les arbres dans cette région — une dizaine de bâtiments bas et fermés, des porcheries. Ici, à quelque vingt kilomètres de Troyes, c'est la grande exploitation, la très grande. Trois fermes, unies par les liens du sang, cultivent près de mille hectares et élèvent en commun quatre cents truies, quatre mille porcs. L'échelle est industrielle, de même que la conduite de l'entreprise : techniques et matériels modernes, salariés dynamiques.

Gérard Dhilly, un des cinq porchers travaillant avec les onze autres salariés, nous fait visiter en voiture le domaine des Ferté. Philippe Ferté est arrivé le premier, après la guerre, pour tout défricher. Grande famille originaire de l'Aisne. Son beau-frère et son cousin l'ont ensuite rejoint, puis un ami commun s'est associé à eux pour monter l'élevage. Gérard, lui, est salarié ici depuis onze ans, arrivé après un stage de six mois dans une autre région, venu à la profession par goût, puisque ses parents n'étaient pas agriculteurs. Son frère travaille aussi à la porcherie.

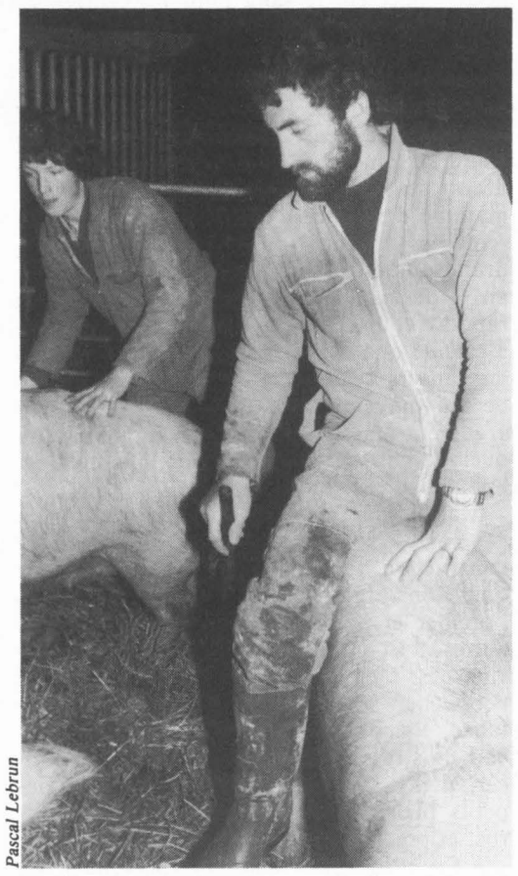
Des silos pour les céréales, des garages à tracteurs, une grande maison neuve, celle du patron, deux plus petites, celles des salariés, des bureaux pour le secrétariat commun aux trois exploitations : derrière un rideau serré de peupliers, c'est la ferme de la Providence. A côté, un tennis. Où les salariés peuvent jouer. « Ici, les patrons sont assez libéraux, pas le genre seigneur et maître comme on en voit beaucoup », explique Gérard Dhilly. Par exemple, à côté d'autres bâtiments, une piscine a été construite pour les salariés, en plus de celles que chaque patron a chez lui.

« Pour la moyenne des patrons agricoles, les salariés ne sont pas tout à fait des incapables, mais presque. Ils ne rêvent que de pouvoir s'en passer et, surtout, ils ne les payent pas », raconte Gérard, qui sait de quoi il parle, négociateur du syndicat dans les discussions sur les conventions collectives. Le domaine des Ferté a fait un autre pari, celui d'investir dans une main-d'œuvre qualifiée et responsable. Exception, surtout dans cette région où les patrons « modernes » se sont regroupés, une vingtaine entre l'Aube et la Marne, d'accord pour considérer le salarié autrement que comme une contrainte, ne le dédaigner ni le sous-payer...

Ailleurs, la grille salariale est étroite : au coefficient 100, le Smic ; au maximum, mécanicien au coefficient 170, quelques 17 F l'heure. « Leur seul moyen de s'en sortir est de faire des heures supplémentaires . » Ici, les salaires sont de 25 % supérieurs à la grille ; un porcher gagne entre 3 000 et 6 500 F. Et les salariés sont intéressés à la marche de l'entreprise, l'équivalent d'un treizième mois, variable selon les années. Et ça marche : quand il y a un problème, nous disons "l'intéressement va en prendre un coup" ; en riant, mais... »

Ici, à Montsuzain, le contrat des salariés permet deux jours de vacances par mois de travail et les week-ends libres à partir du samedi midi deux semaines sur trois, avec un jour de récupération s'ils ont travaillé un dimanche ou un jour férié. Un contrat qui assure une garantie de revenu en cas de maladie, ce qui n'existe pas ailleurs dans le département.

« Quand je suis arrivé ici après avoir été viré par ma patronne, j'ai pensé que c'était le paradis ; les maisons sont impeccables alors qu'il faut voir certains endroits où vivent les gars. » Ailleurs, c'est souvent le Moyen Age. A trente kilomètres de là, sur les mille hectares des Nezer, la chanson donne une tout autre musique. « Le patron est un jour venu chercher un gars dont la femme était en train d'accoucher pour le faire monter sur la moissonneuse-batteuse », raconte Louis Clément, salarié lui aussi chez les Ferté. « Le contremaître mène tout à la baguette, surveille les tracteurs à la jumelle. Ici, personne ne me dit ce qu'il faut que je fasse. »



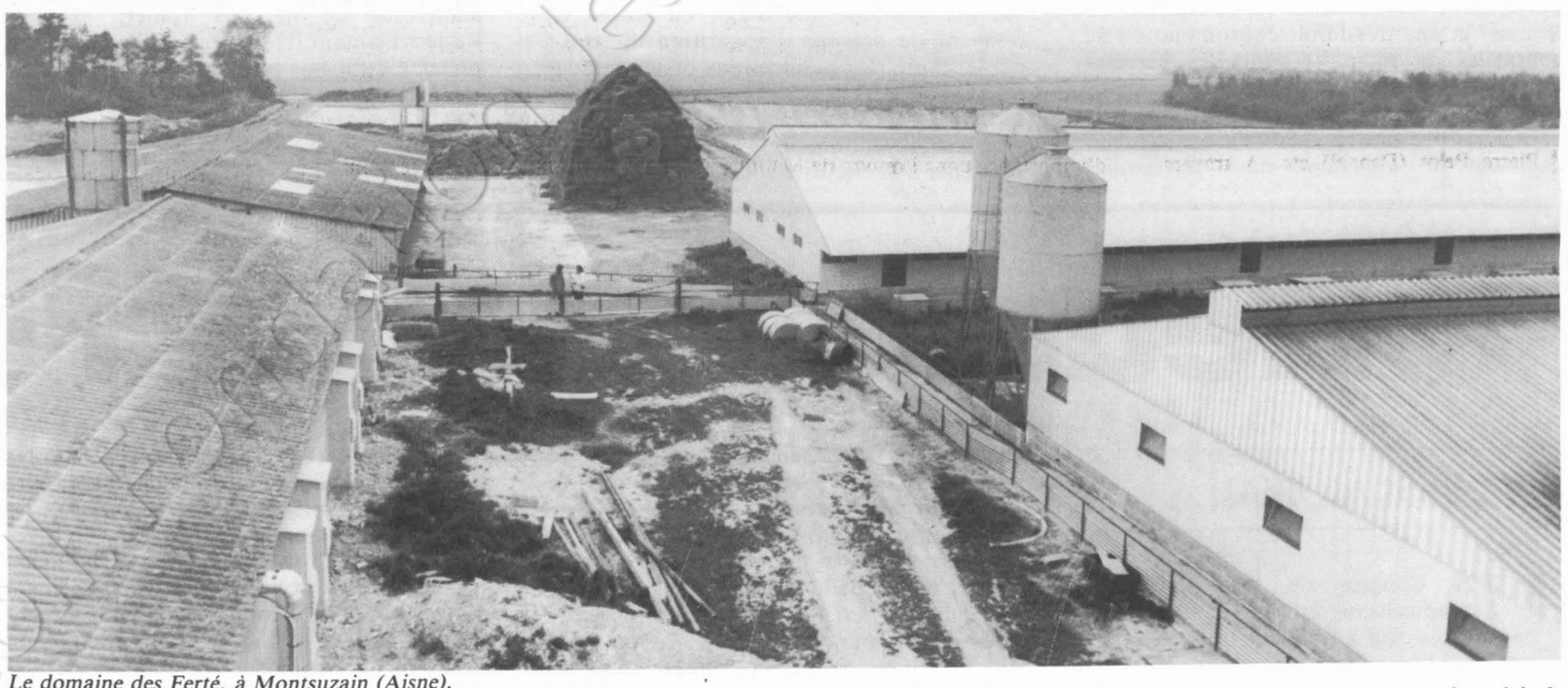
Pascal Lebrun

Bon pour leur image de marque

« Ici, ce sont plutôt les gars qui se contrôlent entre eux. Un salarié a une fois été viré sur la demande des copains », répond Gérard Dhilly. Louis Clément est de son avis pour ne pas surestimer les qualités de leurs patrons. « Bien sûr, ils ont permis que je puisse me libérer pour présider la section salariée de l'A.p.c.a. (Assemblée permanente des chambres d'agriculture). Mais c'est pour leur image de marque. Ils sont particulièrement ouverts sur le plan social mais leur but est clair : des gars plus motivés cassent moins de matériel et travaillent mieux. »

« N'empêche qu'il vaut mieux se trouver ici que chez le voisin ou sur une petite exploitation de cent vingt hectares où on travaille parfois des douze-treize heures par jour, toujours surveillé, même dans sa vie privée, ajoute Gérard Dhilly. Notre liberté dans le boulot est très appréciable. »

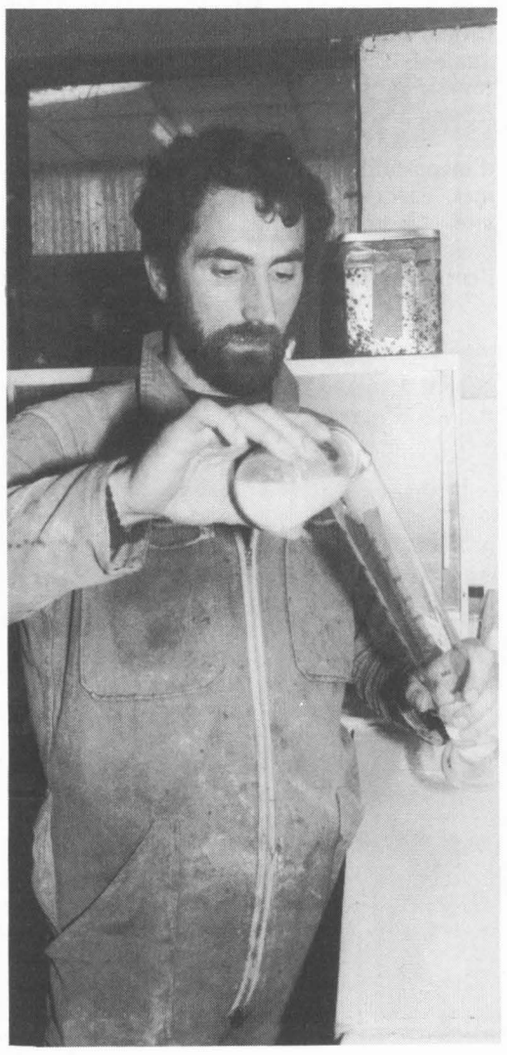
Ailleurs, sévit le patronat le plus rétrograde du pays. « En plusieurs mois de discussion en convention collective, je ne sais pas si j'ai jamais entendu un « oui ». Ce n'est qu'un exemple mais ils ont refusé de donner trois jours de congés de mariage au lieu du jour unique actuellement de rigueur, répondant que les gars n'ont qu'à se marier le samedi... Même pour quinze francs de plus par mois, ils refuseront les propositions syndicales. Par principe politique. » Gérard Dhilly reconnaît d'ailleurs que les négociations sont difficiles par absence de syndicalisation dans la profession. Sur le domaine, à la meilleure période, quinze des seize salariés étaient syndiqués. Depuis, la section est en perte de vitesse. « Les patrons font jouer les rivalités entre fermes, alors qu'ils s'entendent très bien entre eux. Ce sont ces discussions qui ont fait éclater la section. Et puis les gars savent bien que leur situation serait moins bonne s'ils devaient partir. Sans compter que nous savons que la période d'expansion économique est finie. Même si ça va encore bien ici. »



Le domaine des Ferté, à Montsuzain (Aisne).



Frédérique de Gravelaine avec Gérard Dhilly et Louis Clément.

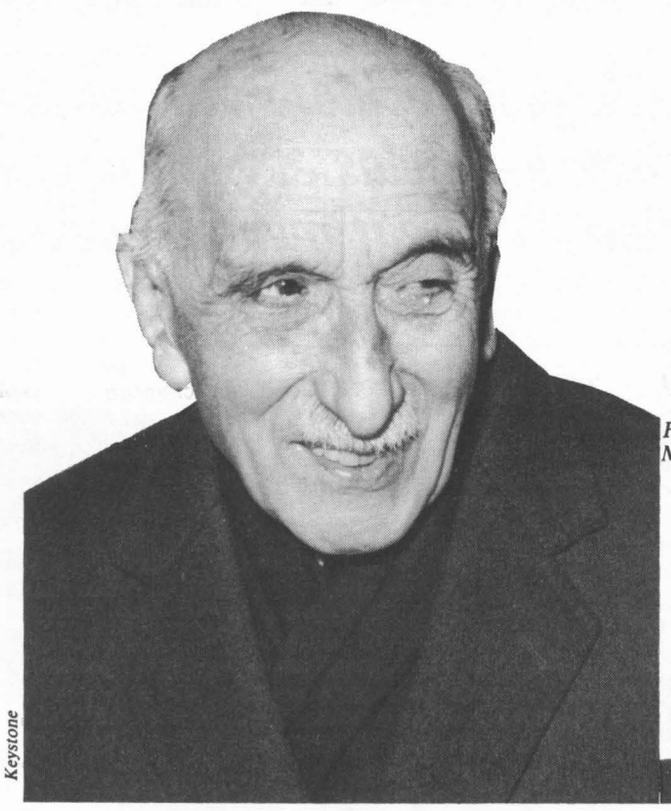


Les quatre patrons de Montsuzain subissent peu les errements de la politique agricole. D'abord parce qu'ils ont les reins solides. Il y a quelques années, ils se sont lancés dans un élevage de bœufs qu'ils ont dû interrompre rapidement malgré des investissements énormes. N'en subsiste aujourd'hui qu'un grand hangar vide abritant seulement les chevaux d'une des propriétaires. Il sera peut-être utilisé bientôt pour un agrandissement de la porcherie. « N'importe quel agriculteur, après une telle connerie, ne serait plus exploitant aujourd'hui », commente Gérard Dhilly.

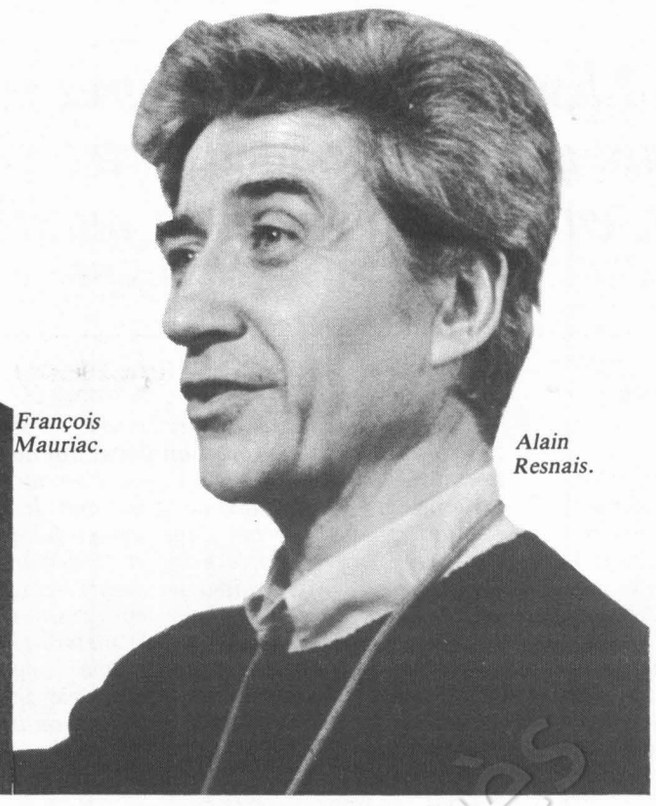
D'autre part, les spéculations des trois fermes réservent peu de surprises : blé, maïs, betterave et surtout luzerne, vendue « sur pied » à la coopérative qui fauche, déshydrate et vend elle-même. Enfin, les patrons suivent de très près l'évolution des techniques, laissant aux salariés le soin d'assurer la marche de l'élevage. Leur vie serait plutôt de celles dont on rêve, sans luxe ostentatoire mais sans restrictions. Hubert Ferté possède par exemple une piste d'atterrissage pour son avion personnel. Pas de doute, leurs revenus sont confortables... Dans le monde agricole, ce sont eux, ces grands propriétaires, qui détiennent le vrai pouvoir, eux qui acceptent des prix bas en modernisant les élevages et les méthodes culturales, en investissant dans des matériels exceptionnels. Eux qui, finalement, n'ont plus grand-chose à voir avec l'agriculture... ●

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



François Mauriac.



Alain Resnais.

Keystone

QUEBEC, OUI OU NON ?

On parle beaucoup du Québec et des Québécois. Le chanteur Michel Rivard, un ancien du groupe Beau Dommage, est sur une scène parisienne, à la Gaîté-Montparnasse, jusqu'au 7 juin. L'écrivain Victor-Lévy Beaulieu vient d'arriver en France pour présenter son dernier livre, « Monsieur Melville » (Flammarion). La comédienne Charlotte Boisjoli promène les poètes québécois dans les établissements scolaires de La Rochelle, en prélude à l'opération « Québec 80 en Aunis-Saintonge », organisée et programmée par la maison de la culture de La Rochelle de mai à juillet.

On parle beaucoup du Québec et des Québécois. Le 20 mai, les Québécois diront oui ou non, par référendum, à la souveraineté-association que leur propose le gouvernement de René Lévesque *(voir l'article de Véronique Neiertz, page 8)*. Sans préjuger du résultat, Jean-Emile Jeannesson a voulu en savoir plus sur le Québec. Il s'est choisi trois guides avertis, trois Québécoises pure laine : Denise Bombardier de Radio-Canada, Lysiane Gagnon, chroniqueuse de « la Presse », à Montréal, et Sheila Mc Leod, journaliste anglophone, licenciée par son journal à cause de ses positions favorables aux francophones. Il a également suivi René Lévesque, partisan du « oui », et Claude Ryan, chef de file du « non », dans leurs campagnes électorales. Il propose une lecture contradictoire du pays de Félix Leclerc et de Gilles Vigneault : « Québec, oui !... Québec, non !... », dimanche 18 mai, à 21 h 50, sur T.f.1. Un éclairage bien utile, pour les téléspectateurs français, à deux jours d'une élection qui peut être à l'origine d'un bouleversement en Amérique du Nord.

L'EFFET S.F.

A Metz, vient de s'achever le cinquième Festival de la science-fiction et de l'imaginaire. La S.f. s'y est exprimée à travers le dessin, le théâtre, la littérature, la musique et le cinéma. Mais cette diversité est quelque peu trompeuse : si la S.f. progresse en France, c'est essentiellement par les livres. A travers des romans récents : « les Yeux géants » de Michel Jeury (Robert Laffont), « le Temps des cerises » de Christine Bernard (Kesselring), « la Guerre olympique » de Pierre Pelot (Denoël) etc. A travers, surtout, des anthologies qui donnent une vue d'ensemble du phénomène : « l'Année 1979-1980 de la science-fiction et du fantastique » de Jacques Goimard (Julliard) et « Que sont les fantômes devenus ? Anthologie du fantastique français d'aujourd'hui » (Néo). Comment expliquer un tel engouement ? Les présentateurs de l'émission « Temps X », sur T.f. 1, Igor et Grichka Bogdanoff, ont essayé de répondre dans « l'Effet science-fiction » (Robert Laffont). C'est dans leur ouvrage qu'on trouve cet avis d'André Lichnerowicz, professeur au Collège de France : « La science-fiction est actuellement la seule littérature qui puisse aider le physicien à comprendre l'astronome, l'astronome à se pencher sur les travaux du mathématicien... » Serions-nous tous des scientifiques ?

LA MODE MOLIERE

C'est la force des classiques : ils ressurgissent sans cesse, ils reviennent à la mode quand on ne les attend plus. Ainsi de Molière. On le montait bien deci, delà, plusieurs fois chaque saison, au hasard de l'Hexagone. Mais on avait l'impression que cela se faisait plus par manque d'imagination que par conviction. Et puis, voilà qu'une tempête se déclenche que l'on n'attendait guère : on polémique autour de Molière. Autour de l'adaptation cinématographique du « Malade imaginaire » que vient de signer Alberto Sordi. En Italie, ce film fait un malheur, bat tous les records de fréquentation et révèle Molière aux Italiens. En France, certains hurlent à la trahison, dénoncent les libertés prises par l'adaptation. Bougre ! Cette bataille fleure bon la santé ! Français et Italiens vont-ils en venir aux mains à propos de Jean-Baptiste Poquelin ? Je connais plus d'un auteur contemporain qui aimerait provoquer cette nouvelle querelle des anciens et des modernes...

Molière fascine toujours. A preuve : Roger Planchon monte « Don Juan » au T.n.p., à Villeurbanne (jusqu'au 7 juin) ; et la jeune troupe du Théâtre du Quartz joue « Amphitryon » à Paris, au Grand théâtre de la Cité internationale (jusqu'à fin juin).

PORTRAITS

Tout le monde a salué, ces dernières semaines, et la force et l'allégresse du livre de Jean Lacouture : « François Mauriac » (Le Seuil). Mais bien peu de comptes rendus ont mis en avant ce que Lacouture souligne pourtant dès le début de sa biographie : l'importance des femmes dans la vie de Mauriac. Et ce presque dès la naissance : le petit François n'a que vingt mois quand meurt son père. Il va vivre désormais entre sa mère et sa grand-mère ; il va aller au jardin d'enfants que gouverne la sœur Adrienne... Génitrix, Thérèse Desqueyroux, Asmodée : ces personnages auraient-ils autant d'importance dans l'œuvre de Mauriac s'il n'avait pu observer les femmes dès son plus jeune âge ? Les producteurs de « Aujourd'hui madame » ont donc eu parfaitement raison de proposer « l'Univers féminin de François Mauriac » comme thème de leur émission consacrée à l'ouvrage de Lacouture, le 16 mai, à 14 heures, sur Antenne 2. Sans les femmes, le portrait de Mauriac n'aurait pas été fini.

Qui donnera un jour une biographie complète, un portrait sans zones d'ombres d'Alain Resnais ? Ce ne sera pas tâche aisée. Car l'intéressé brouille les pistes à plaisir, dissimule systématiquement ses goûts, évite toute allusion à sa vie personnelle. Qui est cet homme ? Quelle enfance a-t-il eue ? Qui a influencé son art de cinéaste ? Evelyne Bonnet et Michel Lerclec ont tenté une approche d'Alain Resnais : « Révolutionnaire discret », que diffuse T.f. 1 le 20 mai, à 22 h 25. En apprendrons-nous plus ce soir-là ? Rien n'est moins sûr... Au pire, il nous restera encore ses films : « Hiroshima mon amour » est justement programmé sur T.f. 1 le 22 mai à 22 h 35...

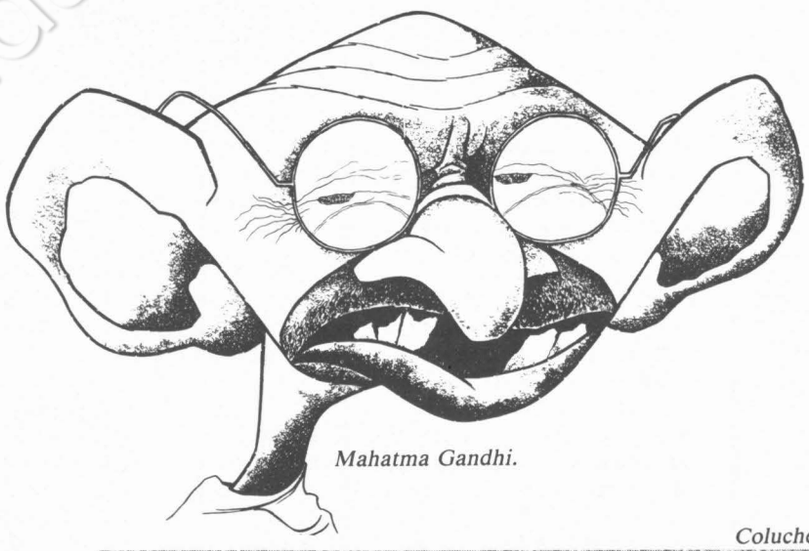
CRIS

La maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny, accueille, jusqu'au 30 juin, des peintures, des lavis et des dessins du peintre sénégalais Iva Ndiaye ; l'exposition s'intitule « le Cri d'un continent » ; elle est complétée par une série de photographies de l'Allemand Eckhard Supp : « l'Apartheid en noir et blanc ». L'ensemble est douloureux et coléreux ; il dit toutes les oppressions qu'ont subies et que doivent encore subir les peuples africains.

L'oppression règne également plus près de chez nous, en Europe, en Tchécoslovaquie précisément. L'auteur de théâtre Vaclav Havel en sait quelque chose : condamné à quatre ans et demi de prison, il vient en plus de se voir signifier une « interdiction d'écrire ». A l'appel de l'Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde, une lettre vient d'être envoyée à Gustav Husak ; elle est signée, notamment, par Madeleine Renaud, Michel Piccoli, Roger Planchon, Peter Weiss, Francesco Rosi, Leonardo Sciascia, Patrice Chéreau, Tom Stoppard et Ariane Mnouchkine : « Aujourd'hui, à Ostrava, en Tchécoslovaquie, couverts par votre autorité et à l'ombre de la dignité de votre charge, des fonctionnaires de l'administration tchécoslovaque sont en train de perpétrer un crime. Ce crime est la réduction par la force de Vaclav Havel, auteur dramatique mondialement connu et admiré, en un être qui ne puisse plus penser ni ressentir ni créer (...). On prive Vaclav Havel non seulement de sa liberté, mais encore de sa raison de vivre. Nous faisons appel à vous, monsieur le Président, pour mettre fin à cette mascarade de justice. Rendez à Vaclav Havel les moyens de s'exprimer, rendez-lui sa liberté. Les artistes et les amateurs de théâtre du monde entier, qui ressentent durement le silence de Havel, vous le demande : liberté pour Vaclav Havel. »

SOLO RECIDIVE

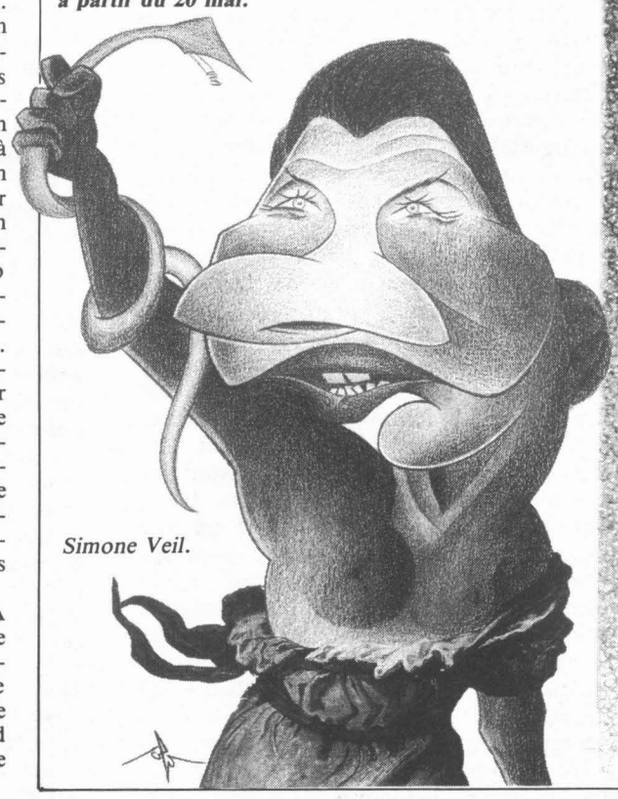
Un mois après la sortie de « Bestiaire anacomique » (voir « l'Unité n° 378), Solo récidive aux Editions Focus : il y publie « TéléVisions ». Dans ce recueil, il a rassemblé près de quatre-vingts caricatures de personnages célèbres, de Danny Kaye à Francis Lemarque, en passant par Johannes Brahms, François Mauriac, Boris Vian, Marilyn Monroe, Marguerite Yourcenar, François Mitterrand, Michel Rocard, etc. Les lecteurs de « l'Unité » y retrouveront quelques unes des « charges » initialement parues dans leur hebdomadaire. En guise de préface à cet album, Jean-Paul Liégeois a établi un « Petit Lexique des grosses têtes à l'usage des petites têtes ». Les originaux de « TéléVisions » sont exposés à la galerie Pernety, à Paris (89, rue de l'Ouest, 14e), à partir du 20 mai.



Mahatma Gandhi.

Coluche.





Simone Veil.

EN HAUT DE L'AFFICHE

Avant de devenir une valeur internationale de la chanson, Charles Aznavour commença par être le pianiste d'Edith Piaf. Des années après, il commit une ritournelle en forme d'aveu : « Je m'voyais déjà en haut de l'affiche... » Combien sont-ils à faire le même rêve ? Combien d'accompagnateurs espèrent un jour occuper l'avant-scène ? Combien parviennent à leurs fins ? Quatre musiciens sont sur le chemin qui les mènera peut-être « en haut de l'affiche » : Jean-Pierre Alarcen, Claude Alvarez-Pereyre, Paul Castanier et Mico Nissim.

Jean-Pierre Alacen a « cachetonné » comme musicien de Jacques Dutronc et de François Béranger. Aujourd'hui, il compose pour lui-même une musique qu'il fait jouer par sa propre formation. Il vient d'enregistrer « Tableau n° 1 » (Scopuzzle ZZ 001, distribution Musica), une pièce en trois mouvements, une sorte de symphonie contemporaine où l'influence de Malher, de Bartok et de Ligetti est plus évidente que celle du rock and roll.

Claude Alvarez-Pereyre, guitariste, violoniste et pianiste, a lui aussi travaillé pour François Béranger. Il a été instrumentiste pour Jacques-Emile Deschamps, arrangeur, musicien de groupe avec Malicorne et l'Habit de plume, chef d'orchestre. Il a fini par écrire ses propres textes, sa propre musique et enregistrer le tout : « Egregore » (R.c.a. PL 37285) prouve que de nombreuses fées ont dû se pencher sur son berceau ! Paul Castanier, pendant plus de quinze ans, n'a été que « Popaul » : le pianiste de Léo Ferré, l'homme de l'ombre (derrière Ferré) et de la nuit (il est aveugle). Il est désormais seul en scène avec son piano. Sauvage, rebelle, émouvant, lyrique, il improvise... De ses improvisations, il a tiré treize morceaux ; il en a fait un disque et il a titré le tout d'une citation de Jean Giono : « l'Homme seul est toujours en mauvaise compagnie » (R.c.a. PL 37346). Rarement Steinway aura aussi superbement sonné.

Comme Castenier, Mico Nissin pratique le piano solo. Il lui est bien arrivé (nourriture oblige !) « d'accompagner » Untel ou Unetelle. Mais il est lui aussi, fait pour la solitude, pour les divagations sans partenaire, pour la conversation avec son seul clavier. Avec « Darlinghetta » (Cobalt C.b.l. 003, distribution Free Bird), il montre avec insolence qu'il a assimilé tous les styles musicaux. Demain, il imposera le sien.

LE CAS HARTUNG

Hans Hartung est un cas assez unique dans l'aventure de l'art moderne. A dix-huit ans, en 1922, à Dresde, il avait déjà tout trouvé : l'abstraction lyrique et l'art informel, le tachisme et la peinture gestuelle. Mais il lui faudra près de vingt années pour comprendre l'évidence de ses découvertes, pour tirer les conclusions de ses ébauches. Pourquoi n'a-t-il pas été emporté immédiatement par ses esquisses novatrices ? Pourquoi est-il retourné à des exercices d'école ? Une exposition tente de donner des réponses à ces questions : « Hans Hartung, œuvres de 1922 à 1939 », au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 21 septembre. A la regarder, on s'aperçoit que ce qui manqua longtemps à Hartung ce n'est pas tant la théorie que la puissance émotionnelle : le nazisme et la guerre allaient se charger de ce terrible apprentissage...

Enquête sur un amour au-dessus de tout soupçon

Courageusement, Elisabeth Badinter, agrégée de philosophie, s'attaque à un des derniers tabous qui ait résisté à notre siècle iconoclaste. Son livre "l'Amour en plus" (Flammarion) est, en effet, la mise en question d'un sentiment au-dessus de tout soupçon : l'amour maternel

PAR NICOLE CHAILLOT

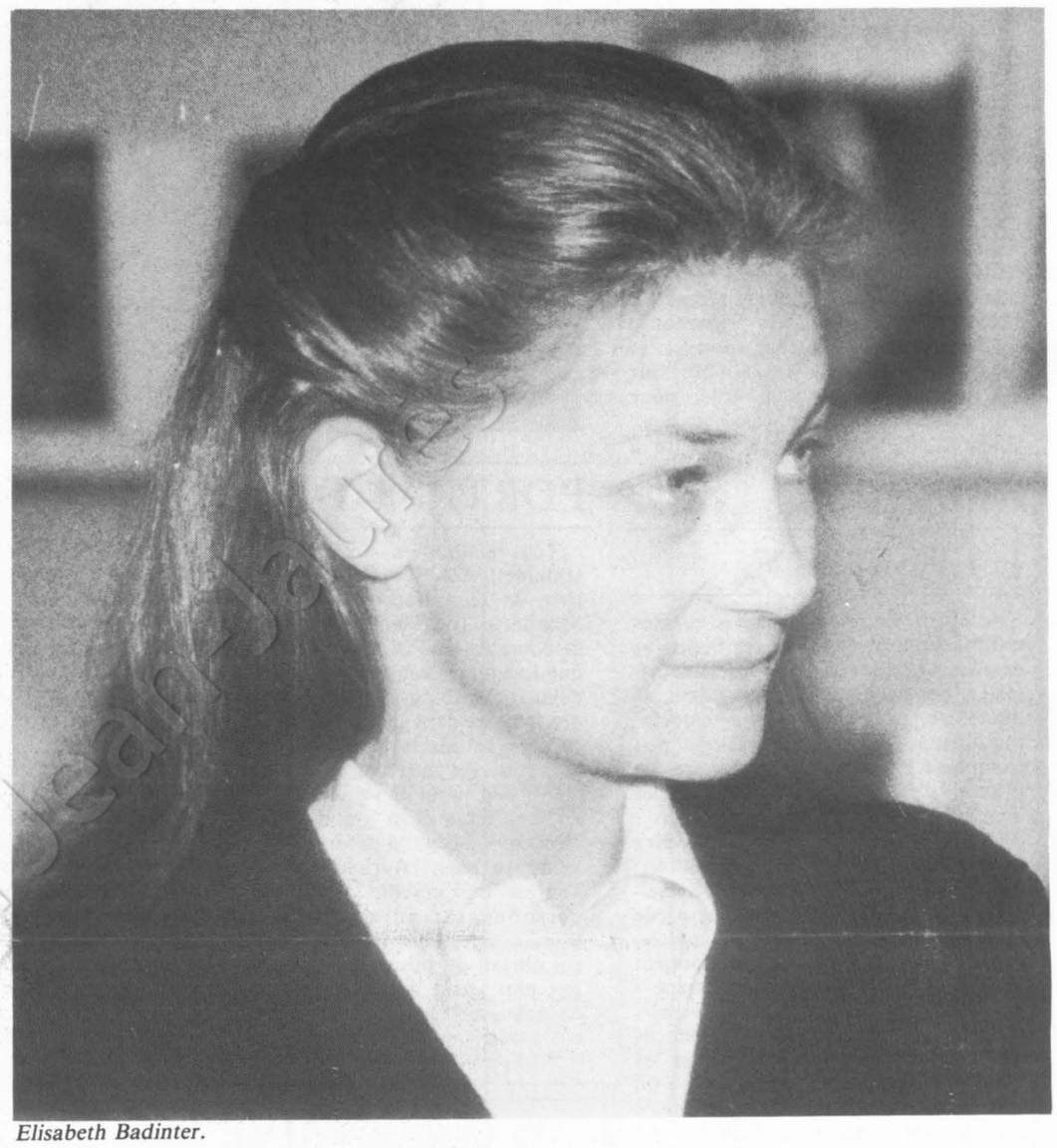
TOUT au long d'un livre passionnant, passionné, documenté, solidement charpenté, un peu sec parfois (surtout dans les quarante premières pages), Elisabeth Badinter démontre que l'amour maternel est une grâce que toutes les femmes ne possèdent pas et non un instinct lié à notre condition de femelle comme on a si longtemps tenté de nous le faire croire. Ou alors comment expliquer que la lionne ou la chatte si souvent vantées pour leurs qualités maternelles cessent de se préoccuper de leurs rejetons dès qu'ils sont sevrés, alors qu'une mère si elle aime ses enfants leur est attachée pour la vie ? En revanche, qui a jamais entendu parler d'une lionne martyrisant ses petits, alors que dans la plupart des cas les bourreaux d'enfants sont des mères.

Il y a dans ce livre des pages terribles, presque insoutenables, notamment celles consacrées à la description de ces charrettes de nourrissons expédiés encore chauds des entrailles de leurs mères vers des nourrices mercenaires : « Ici c'est une entremetteuse qui emporte six enfants dans une voiture, qui s'endort et ne s'aperçoit pas qu'un bébé tombe et meurt écrasé par une roue, Là c'est un meneur chargé de sept nourrissons qui en perd un sans qu'on ait pu savoir ce qu'il était devenu. » Comment ne pas tressaillir à ces récits, et ne pas se poser la question : « Aurais-je agi comme ces mères du XVIIIe siècle qui me paraissent si dénaturées ? » Elisabeth Badinter est mère de trois enfants et on sent que tout au long de son livre, elle s'est interrogée sur elle-même.

La conclusion de sa réflexion — si conclusion il peut y avoir à un débat qui ne fait que commencer — est que l'amour maternel ne se commande pas, que les femmes qui ne sont pas douées pour faire des mères aient enfin le droit et le devoir de le dire et de s'assumer autrement. Quelques-unes avaient déjà, à leurs risques et périls, écrit et proclamé que la maternité ne leur apparaissait pas comme une nécessité pour vivre pleinement leur vie de femme. Les insultes et les injures dont on a couvert Simone de Beauvoir, il n'y a pas si longtemps, prouvent que les « pesanteurs » ne sont pas près de s'effacer.

Osant mettre en question, calmement mais fortement, un des derniers piliers non ébranlés de la société patriarcale, Elisabeth Badinter, celle par qui le scandale arrive, doit s'attendre à recevoir quelques volées de bois vert. De la part des conservateurs d'abord, mais aussi en provenance de certaines paléo-féministes qui n'admettent pas qu'on puisse juger les femmes autrement que comme des victimes désignées.

Son livre, salubre et dérangeant, doit être lu, car il apporte une réflexion considérable sur la vague de fond la plus importante de cette dernière décennie : le féminisme.



Elisabeth Badinter.

« L'UNITE » : Votre livre va constituer pour beaucoup d'hommes et de femmes une sorte d'électrochoc qu'ils ne sont pas forcément prêts à recevoir, parce qu'il jette à bas une idée reçue particulièrement tenace : à savoir que l'amour maternel n'est pas inné, mais qu'il s'agit d'un sentiment comme un autre, fugace, contingent, temporel. Et pour appuyer cette hypothèse vous démontrez que pendant deux siècles de notre Histoire au moins, les femmes — toutes classes confondues — n'ont pas hésité à abandonner leurs enfants à peine sortis de leur ventre. Comment expliquer cette désaffection maternelle qui constitue un véritable scandale pour nos mentalités?

ELISABETH BADINTER : Je crois d'abord qu'avant la fin du XVIe siècle, il existait des rapports réels entre la mère et l'enfant, ce qui ne veut pas dire pour autant que le devoir maternel ou l'amour tel qu'on le conçoit aujourd'hui prédominait. Mais il y a une espèce de lien de familiarité entre la mère et l'enfant parce qu'elle l'allaite dans 95 % des cas et qu'elle le garde avec elle. Il y a donc un contact permanent jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de sept ou huit ans. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il était inimaginable de faire autrement. Je ne dis pas du tout que les femmes d'avant la fin du XVIe siècle étaient les mères que nous sommes aujourd'hui ni qu'elles étaient tellement bonnes mères, mais elles ne se séparaient pas de leurs enfants et il y avait une chaleur humaine de fait entre mères et enfants.

A la fin du XVIe siècle et pour trois générations du XVIIe, intervient effectivement un changement qui consiste essentiellement pour les femmes à refuser de nourrir leurs bébés et à recourir à des nourrices mercenaires. Ce qui implique quelque chose de très important : la séparation de la mère et de l'enfant et pour très longtemps, jusqu'à quatre ou cinq ans et parfois plus. Alors pourquoi ce mouvement nouveau qui se généralise et qui traverse toutes les classes de la société urbaine ? Il me semble qu'à cette époque et particulièrement à la fin du XVIIe siècle, les femmes découvrent deux choses simultanément. Premièrement, que leur activité maternelle traditionnelle ne leur vaut aucune gratification. Tout le monde trouve cela normal et par conséquent être mère n'est absolument pas valorisant pour une femme. Au même moment, des occasions nouvelles surgissent pour certaines femmes — appartenant aux classes supérieures de la société urbaine mais immédiatemnet imitées par la bourgeoisie — d'exister par elles-mêmes. Essentiellement à travers la vie culturelle et le savoir. C'est là qu'interviennent les Précieuses et le mouvement qui suivra les « Femmes savantes ». Pourquoi ? A mon sens on a totalement occulté quelque chose depuis toujours, c'est que les femmes pouvaient avoir une volonté de puissance, c'est-à-dire vouloir exister en tant que femmes et pas relativement à quelqu'un, que ce soit époux ou enfant. Et si on a caché cet aspect de la nature féminine, qui est identique à la nature masculine — volonté de s'imposer, d'exister, d'être admirée, de réussir sa vie —, c'est parce qu'on a continuellement défini la femme comme une créature passive. Je crois qu'on ne peut pas comprendre le bouleversement qui est intervenu à l'époque dont nous parlons si on ne se réfère pas à cet aspect de la nature féminine qui est presque toujours éteint — et le sera de nouveau de la fin du XVIIIe siècle au début du XXe. On trouve parfaitement normal que les hommes aient des ambitions, mais quand on définit une femme on la présente toujours comme quelqu'un de passif, de masochiste, n'aimant vivre que pour les autres. Alors qu'il y a des ressemblances profondes entre les hommes et les femmes. La volonté de puissance féminine qui est affirmée par les féministes plus ou moins bien, plus ou moins maladroitement, me semble être quelque chose de constant et qui a toujours existé à l'état latent. Il est intéressant de noter, et j'en parle un peu dans mon livre, qu'à d'autres périodes historiques, à chaque fois qu'une société devient riche, que la culture commence à l'imprégner et que s'instaurent des rapports un peu plus sophistiqués entre êtres humains, comme dans la Grande Rome, les femmes, dès qu'elles le peuvent, se débarrassent de leurs enfants. L'exil du nourrisson, hors la ville, était déjà dénoncé par les auteurs latins. Evidemment, à la campagne, le problème ne se posait pas. C'est le grand argument qu'on oppose à ma démonstration. Mais que voulez-vous que les campagnardes — 85 % de la population de la France d'alors — fassent d'autre que de garder leurs enfants auprès d'elles ? Et encore le cas des Bourguignonnes, réputées bonnes nourrices, qui débarquaient à Paris à peine relevées de leurs couches pour se placer en abandonnant leur propre nouveau-né à une mort quasi certaine vient-il s'inscrire en faux contre cette assertion !

— Une chose m'étonne cependant, car les époques dont nous parlons sont empreintes de religiosité. Des mouvements comme le jansénisme, le quiétisme — où les femmes jouent un rôle de premier plan — font leur apparition. La religion catholique militante, pure et dure, n'a-t-elle pas pesé avec sa glorification de la mère à l'enfant, de la mère au sein, de Notre-Dame dans toute sa gloire !

— Du point de vue théorique, du strict point de vue intellectuel l'Eglise a certes joué un rôle, mais le XVIIe et surtout le XVIIIe ne sont pas des siècles de pure religion. Nous sommes, au contraire, en pleine apparition de la raison et à l'aube de la lutte réelle des intellectuels contre le dogmatisme et l'obscurantisme religieux. Il est de fait qu'on se trouve en présence de nombreux textes de Pères de l'Eglise exhortant les mères à s'occuper de leurs enfants et à les nourrir, mais il ne sont pas entendus. Ils tentent de culpabiliser les femmes, mais ça ne touche personne. Je crois que nous sommes en présence d'une vraie pression féminine qui va modifier le comportement des hommes (et expliquer leur future stratégie) et qui deviendra un court moment presque menaçante pour l'idéologie dominante.

— Vous dites quelque chose de profondément « scandaleux » dans votre livre, à savoir que contrairement à ce qui est communément répandu « les femmes ne s'attachaient pas à leurs enfants parce qu'ils mouraient comme des mouches,

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 046. Ville du Sud-Est, 50 000 habitants, recherche un attaché communal ayant une expérience du service enseignement.
Adresser candidatures au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris) qui transmettra.

Réf. 045. Bouffemont (Val d'Oise) 5 100 ha, 25 km de Paris par R.n. 1, forêt de Montmorency, gare S.n.c.f. à 30 minutes de la gare du Nord, écoles et centres de loisirs maternel et primaire, recrute :
— un rédacteur ou rédacteur principal polyvalent pour seconder le secrétaire général,
— un contremaître notamment pour fonction d'organisation et d'encadrement.
Adresser candidature avec curriculum vitae à M. Coffineau, maire, en maire de Bouffémont 95570 Moisselles.

DIVERS

Réf. 044. La Queue-en-Brie (94) pavillon jumelé tout confort avec entrée, cuisine, séjour, W.c. salle de bains, quatre chambres, garage, jardin, chauffage central, gaz. Toutes commodités à proximité. Tél : 576.28.64.

mais qu'ils mouraient comme des mouches parce qu'elles ne s'en occupaient pas. »

— Soyons précises. Je ne dis pas du tout que c'est simplement l'amour de la mère ou les soins maternels qui suffisent à faire vivre un enfant à cette époque de mortalité infantile galopante, mais tout le monde sait, et on en est sûr aujourd'hui, que le lait maternel donne beaucoup plus de chances de vie à un nourrisson et que la tendresse est également un facteur de survie.

Il y a eu sur ce dernier point des études faites récemment sur des enfants abandonnés vivant dans des crèches de l'Assistance publique où il apparaissait que la mortalité infantile était nettement plus élevée que dans le reste de la population, alors que les conditions d'hygiène étaient les mêmes. Donc le soin maternel, la tendresse maternelle (ou son substitut) sont des facteurs de bien-être et donc de survie. Et le fait de refuser aux bébés le lait et la tendresse multipliait leurs « chances » de mourir. Il y a des quantités d'historiens, pas forcément les plus connus, qui ont fait la même analyse. Mais ceci reste *scandaleux*.

— Ne peut-on pas comparer ces infanticides déguisés à nos avortements et même à notre contraception ? Et il ne s'agit pas de charger uniquement les femmes. Montaigne n'écrit-il pas : « J'ai perdu deux ou trois enfants en nourrice, non sans regrets, mais sans fâcherie » ?

— C'est ce que disent les historiens, unanimement. Cet acte, sans le vouloir, s'apparenterait à une régulation des naissances, ou à l'avortement. Toutefois l'avortement est un acte conscient. Cela dit je ne crois pas qu'on doive prendre ces données à la légère. uniquement dans une option démographique. A mon sens, ce comportement met en relief et en premier lieu une sorte d'indifférence pour l'enfant. Quand on avorte, il s'agit d'un fœtus alors que là il s'agissait d'un enfant « fini », avec lequel le père et la mère avaient déjà eu des contacts charnels. Et pourtant ces enfants étaient souvent étouffés — accidentellement, toujours dans un geste à la limite de la conscience — dans le lit de leurs parents. A mes yeux, c'est une preuve de bien plus grande indifférence et de rejet de l'enfant que l'avortement. Ne disait-on pas couramment « que l'enfance est la vie d'une bête ».

— Après ces deux siècles de désaffection maternelle, nous assistons, aux environs de 1760, à un retour en force du sentiment maternel et à l'exaltation du rôle sacré de la mère. Cette « mode » démarre avec Rousseau et ses théories éducatives prônées dans « l'Emile ». Rousseau que vous n'hésitez pas d'ailleurs à rapprocher — dans une même critique — de Freud.

— Il me semble que Rousseau a inauguré quelque chose de capital qui est un processus de responsabilisation en même temps que de culpabilisation des femmes. Processus qui sera amplifié au XIXe siècle jusqu'à devenir le discours que l'on connaît aujourd'hui. Mère, vous êtes désormais responsable non seulement de la santé physique de vos enfants, mais aussi de leur santé morale et enfin de leur devenir psychologique. Et il me semble que Freud ne fait que boucler, fermer, terminer un système de pensée introduit par Rousseau. Il en est la fin, l'achèvement, donc il se situe dans la prolongation de la problématique du XVIIIe siècle qui est celle de Rousseau.

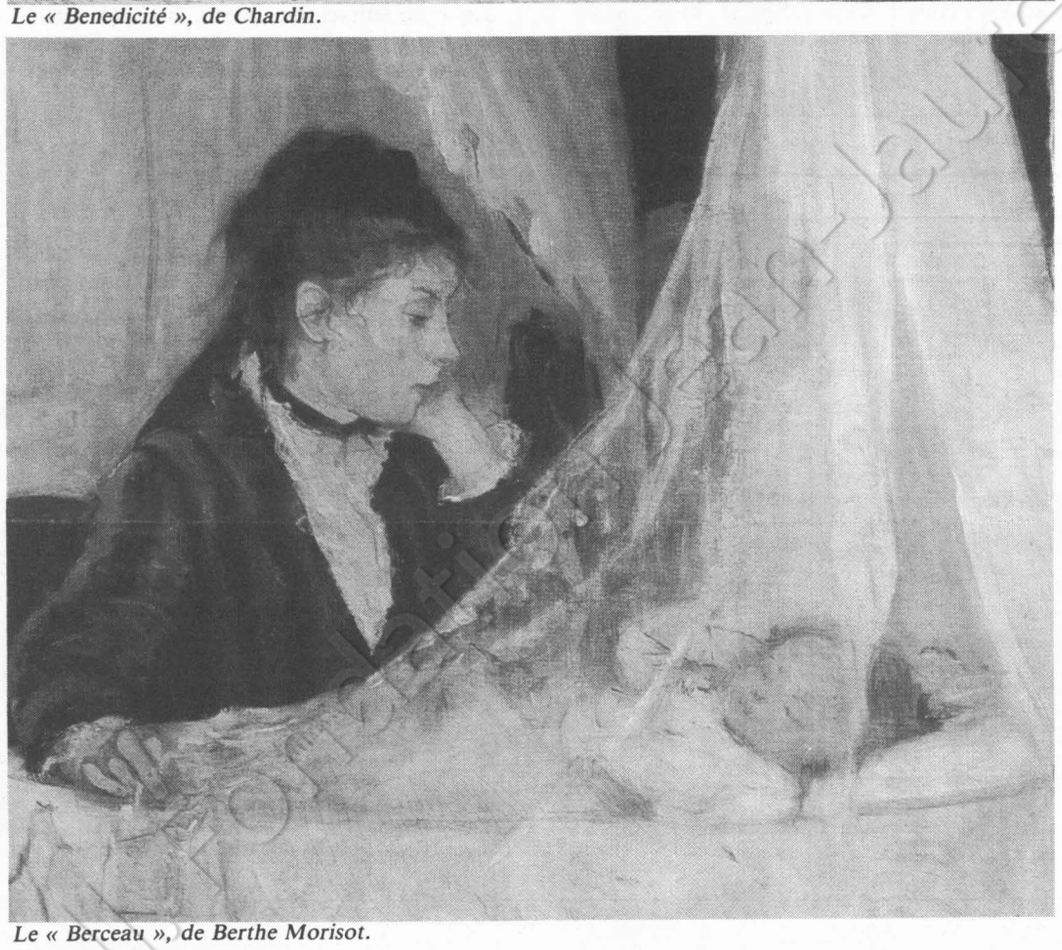
Il n'y a eu aucune rupture, aucune cassure car je crois que Freud est profondément un homme du XIXe siècle, un homme de l'ère victorienne. Ce qui est inouï c'est que la psychanalyse, qui s'est toujours présentée comme une coupure d'avec ce qui précède, n'est en fait mystérieusement qu'une amplification de ce qui existe. Et quand la psychanalyse dit aux femmes « vous êtes responsables, voire coupables de la santé mentale de vos enfants », la boucle est bouclée du processus de culpabilisation inauguré par Rousseau. De nos jours, quand un enfant a un problème, le premier réflexe de la mère est de se dire : « Qu'est-ce que j'ai fait ou qu'est-ce que je n'ai pas fait ? » Donc, aujourd'hui, nous nous sentons sous le double signe de la responsabilité et de la culpabilité, bref on se sent mal. Mauvaise mère et méchante mère. Trop, c'est trop !

— Comment ne pas souligner que les psychanalystes qui ont le plus amplifié la culpabilisation des femmes, ceux qui ont fermé à double tour la porte de la prison sont justement des femmes, Marie Bonaparte, Hélène Deutsch et aujourd'hui Françoise Dolto ?

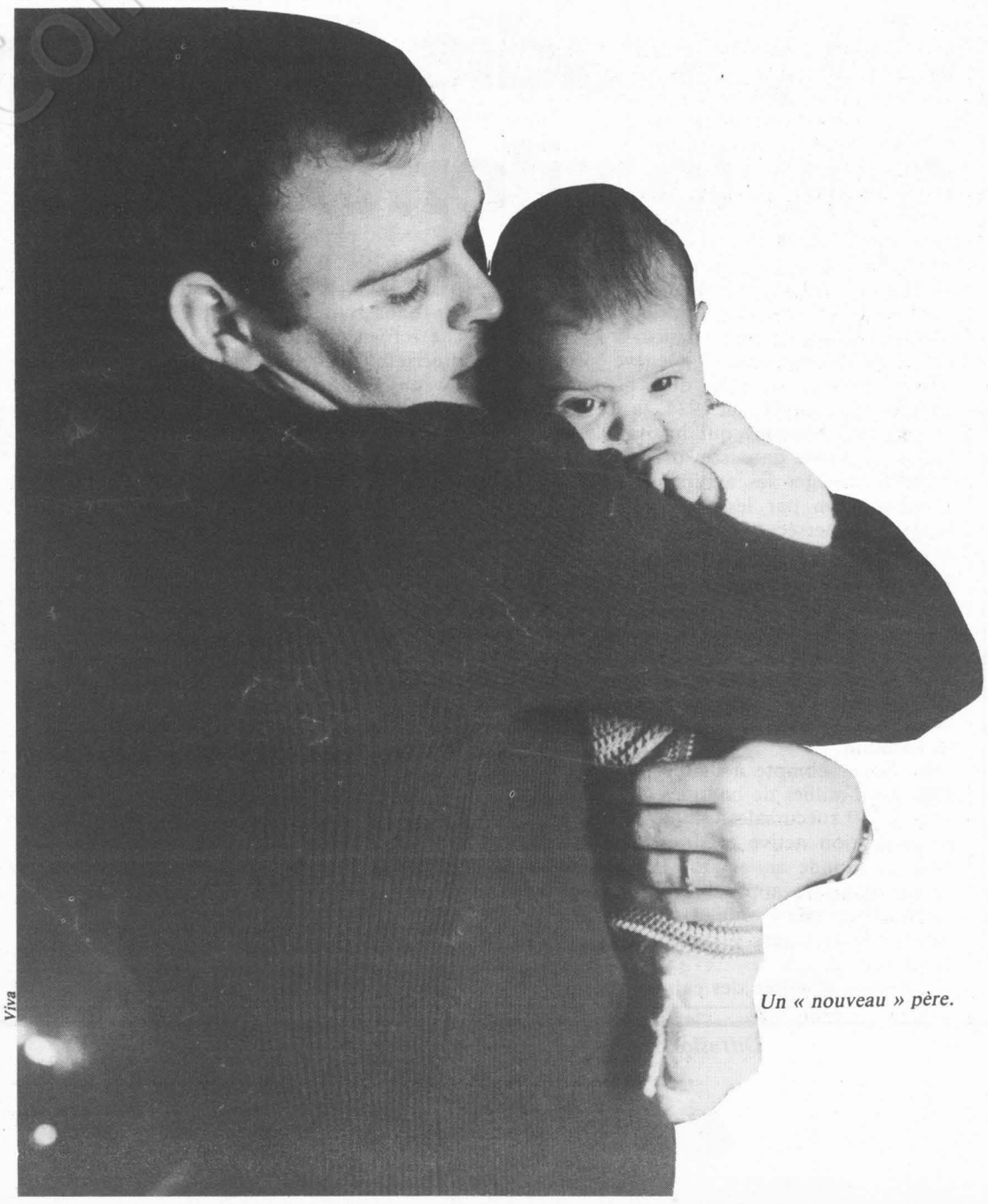
— Comment expliquez-vous la formidable puissance de Françoise Dolto ? C'est ça l'idéologie dominante. La minorité agissante des féministes n'existe pas en face de la formidable puissance des médias. C'est Madame Dolto et son discours culpabilisant que les gens écoutent, ce sont ses valeurs qui sont ressenties.



Le « Benedicité », de Chardin.



Le « Berceau », de Berthe Morisot.



Un « nouveau » père.

Le combat qu'elle mène actuellement pour l'allaitement au sein — alors que les laits de synthèse n'ont jamais été meilleurs — avec la bénédiction des écologistes, sous couvert d'un langage libérateur, me paraît très dangereux. Car qui dit allaitement prolongé dit aussi maintien de la femme à la maison — en période de crise économique, ce n'est pas un hasard ! —, mais surtout exclusion du père qui commençait seulement à s'insérer dans le couple mère-enfant. Le discours de Françoise Dolto est à mon avis le dernier maillon de celui mis en place à la fin du XVIIIe siècle par Rousseau.

Aujourd'hui encore les deux discours se superposent si bien que la mauvaise mère est confusément perçue comme une femme à la fois méchante et malade : l'angoisse et la culpabilité maternelles n'ont jamais été plus grandes qu'en notre siècle qui se voulait pourtant libérateur.

— Ne peut-on pas relier la lente promotion de la fonction maternelle à la naissance du capitalisme industriel ? La pensée rousseauiste se doublant d'un sordide calcul mercantile ?

— Tout à fait, mais je crois que ce discours cynique des économistes a été fondamental, mais n'aurait pas « emporté le morceau » tout seul. Les sordides considérations natalistes d'un Chamousset par exemple, qui ne choquaient d'ailleurs personne en son temps, ne s'adressent qu'aux hommes. Et je crois que M. Debré ferait bien d'en prendre de la graine, les arguments économistes et natalistes ne sont pas entendus par les femmes. Mais aussi cynique soit-il, ce discours était complété d'un autre uniquement en direction des femmes et qui avait l'avantage d'être à la fois valorisant et culpabilisant. C'est comme ça qu'on a touché les femmes, c'est comme ça qu'on a réussi l'opération.

D'un côté on a élevé les femmes au niveau de « responsables de la nation », de l'autre, l'ère des preuves d'amour a commencé. On leur a enfin donné un idéal, une raison de vivre. A la fois suppliées et menacées, elles se sont exécutées.

Cette pression directement exercée sur les femmes a été tout simplement géniale. Transformées en saintes, les mères sont obligées d'être parfaites. C'est l'incroyable réussite de cette stratégie de la carotte et du bâton. On peut tout exiger d'une sainte.

— Votre livre est empreint d'un féminisme sincère et cependant il ne pêche pas par excès de complaisance à l'égard des femmes, dont les conduites nous paraissent pour le moins aberrantes.

— Je me rends très bien compte, car je dis les choses comme je les ai vues, qu'il y a actuellement une frange de féministes qui ne supportent pas que les femmes apparaissent autrement que comme des victimes. Tout serait justifiable parce qu'on les y a forcées. Elles auraient été constamment soumises à la pression des hommes. Si elles ont abandonné leurs enfants c'est parce qu'elles y ont été contraintes par leurs maris.

Je dis que c'est une explication qui n'est pas suffisante et qu'il y a connivence entre les hommes et les femmes sur ce plan. C'est vrai que les maris sont gênés dans leur sexualité par l'allaitement des enfants, mais je refuse de dire que les femmes ont été les victimes soumises de tyrans domestiques qui leur ont enlevé leurs enfants de force. L'indifférence primait tout et je n'ai pas de raison de justifier tout ce que font les femmes. Dans le cas du ménage Rousseau par exemple, on dit que Thérèse ne voulait pas abandonner leurs enfants, elle en a quand même laissé partir cinq à l'Assistance publique !

— Ne peut-on pas dire que les féministes sont en train de réussir à leur tour ce que les hommes avaient entrepris avec tant de succès : culpabiliser les pères ; et n'assistons-nous pas à l'émergence d'un nouveau père ?

— Voir un jeune père porter son nouveau-né sur le ventre est un spectacle qui se généralise et qui fait plaisir et chaud au cœur. Les féministes ont fait quelque chose de très important. A la fois elles ont expliqué que la maternité n'était pas l'unique définition de la femme et qu'on pouvait parfaitement être une femme sans être une mère, mieux qu'on pouvait être une mère médiocre sans être un monstre, elles ont donc dit qu'elles en avaient assez de porter leurs enfants toutes seules et en même temps elles ont montré que la virilité, la volonté de puissance, appelez ça comme vous voulez, était une donnée essentielle de la féminité, et, ce faisant, elles ont poussé les hommes à assumer leur part de féminité. Car après tout les hommes étaient exclus de tout un univers de tendresse. Que les féministes leur aient rendu cette part d'eux-mêmes, c'est un cadeau formidable. ●

Viva

Suisse : la rançon du secret

L'intégrité économique d'un pays repose-t-elle, via ses banques, sur une législation qui offre toutes facilités aux spéculateurs et fraudeurs pour échapper au fisc de leur pays respectif ?

PAR JEAN-LOUP REVERIER

POUR qui l'ignorerait encore, il est un usage immoral des lois. Pis encore : dans plusieurs pays, certaines lois n'ont d'autre objet que de permettre à des individus de se soustraire à leur propre législation nationale. Vérité en deçà du Léman, mensonge au delà, la lutte contre la fuite des capitaux et la violation du contrôle des changes a ainsi conduit deux douaniers français, le 15 avril, à l'ombre des geôles helvètes. Si Pierre Schultz (51 ans) a été remis en liberté le 9 mai, son collègue Bernard Rui (35 ans) croupit toujours dans sa cellule. Les deux hommes ont été inculpés en vertu de l'article 273 du Code pénal suisse selon lequel « est un acte d'espionnage économique la recherche d'un secret d'affaire ». Que s'est-il passé ? Qu'a-t-on au juste à reprocher à ces deux fonctionnaires bien notés par leurs supérieurs ?

Le 15 avril, à 11 h 30, Rui et Schultz pénètrent au buffet 1re classe de Bâle. Un établissement bien connu des douaniers français puisqu'il se trouve dans l'enceinte de la gare de Bâle où cette administration dispose d'un bureau. Agents de la Direction nationale des enquêtes douanières — une sorte de brigade antigang des douanes comprenant quelques centaines d'agents —, Rui et Schultz ont alors rendez-vous avec deux hommes. L'un de ceux-ci, Herman Strölin, leur a indiqué, quelques mois plus tôt, à Belfort, qu'il pouvait leur procurer des informations sur des comptes détenus par des Français à l'Union des banques suisses (U.b.s.). En bons professionnels, les douaniers français n'avaient alors pas caché à ce citoyen suisse leur vif intérêt pour de telles informations. Ils lui ont même précisé que, pour de bons « tuyaux », ils pouvaient lui verser une confortable enveloppe.

Un véritable guet-apens

Quelques mois ont passé. Des contacts ont été maintenus. Puis rendez-vous fut fixé au 15 avril. En poussant la porte du buffet, Rui et Schultz cherchent Strölin du regard. Ils savent alors que ce dernier ne jouera en fait qu'un rôle d'intermédiaire. D'après ce qu'il leur a expliqué, c'est en réalité un de ses amis qui doit remettre les informations sur les comptes français à l'U.b.s.

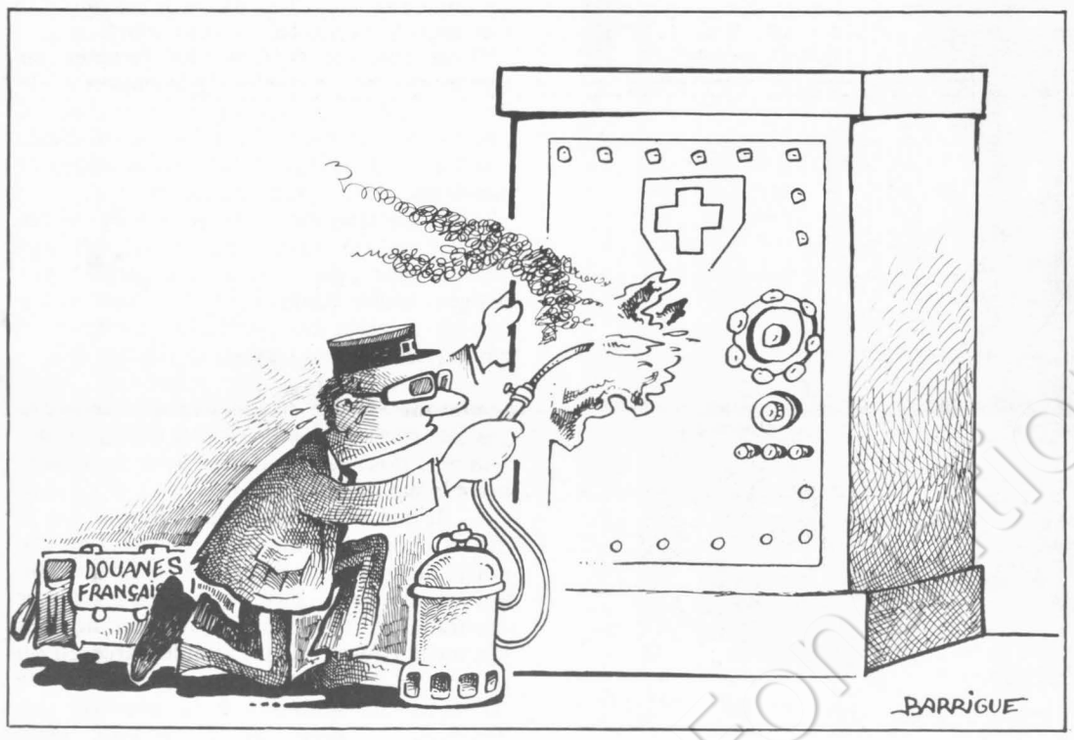
Rui et Schultz n'auront même pas le temps de réaliser qu'ils sont tombés dans un piège. A peine sont-ils entrés au buffet qu'une trentaine d'hommes de la police économique suisse leur mettent la main au collet.

Cette opération avait été montée depuis des années par la police économique et le service de sécurité de l'U.b.s. pour faire « tomber » Rui et son collègue Loriot dont le zèle et l'efficacité provoquaient la rage des banques suisses. Soucieuses de faire un exemple, les autorités suisses ont tout de même commis une erreur : le mandat d'arrestation des deux Français est daté de la veille. « Traquenard prémédité », protestent unanimement les syndicats des douanes. Ministre du Budget, Maurice Papon lui-même semble se ranger à cet avis. « Nous sommes un pays souverain, rétorque un banquier suisse. Il est inadmissible que des fonctionnaires étrangers viennent clandestinement chez nous se livrer à de l'espionnage économique. Violer le secret bancaire, c'est s'en prendre à notre intégrité économique. »

Le problème se situe bien là. Simplement, tous les Suisses ne partagent pas l'opinion de ce banquier de Berne. L'intégrité économique d'un pays doit-elle reposer, via ses banques, sur une législation qui offre toutes facilités aux spéculateurs et aux fraudeurs pour échapper au fisc de leurs pays respectifs ? Répondre oui à cette question, comme le fait implicitement ce banquier, c'est opposer les intérêts suisses à ceux des autres nations. Conscient de ce fait, le Parti socialiste suisse a pris l'initiative d'un référendum — prévu dans deux ou trois ans — visant à permettre la suppression du secret bancaire dès lors qu'il sert à couvrir des escroqueries, quel que soit le pays qui en serait victime.

Le P.s. suisse, en bonne logique, vient donc de condamner l'arrestation et l'inculpation des douaniers français. L'Union syndicale suisse et le petit Parti du travail (le P.c. suisse) l'ont rejoint en s'associant à cette condamnation. Pour le P.s. suisse, l'affaire des deux douaniers illustre parfaitement le danger d'isolement que le secret bancaire fait planer sur son pays.

Côté français, l'intersyndicale des douanes a très vite réagi en déclenchant des mouvements de grève du zèle. La multiplication actuelle des contrôles des sociétés et fialiales des banques suisses en France, le fort ralentissement des trafics routiers, ferroviaires et aériens pourraient n'être qu'un début. Tant que Rui n'aura pas été libéré, il peut compter sur la solidarité de ses collègues. Ceux-ci entendent faire comprendre aux autorités suisses que « quand les bornes sont franchies », comme disait le sapeur Camembert, « il n'y a plus de limites ». ●





Douanier distribuant des tracts à la frontière franco-suisse.

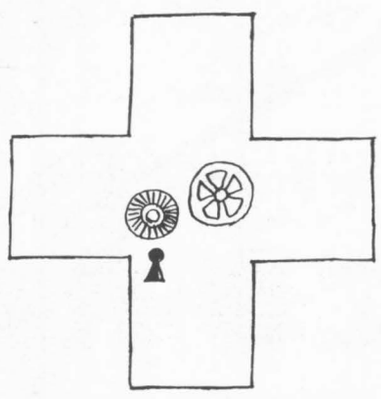
Un paradis fiscal qui n'aime que le silence... de l'or

PAYS neutre et politiquement stable, la Suisse offre de nombreux attraits pour les capitaux fugueurs. La réputation des banquiers de Genève, Zurich, Berne et Lausanne était déjà bien établie lorsque fut adoptée, en 1934, la loi organique sur les banques qui institua le secret bancaire. Noble dans son origine, cette loi visait à protéger les avoirs placés dans la Confédération par les Juifs allemands en butte aux persécutions nazies. Grâce au secret bancaire, les autorités helvétiques ont empêché la police hitlérienne de faire main basse sur ces fonds. L'efficacité de ce système, considérablement renforcée par l'apparition des comptes à numéros — seuls quelques responsables en connaissent les véritables détenteurs —, n'a pas tardé à détourner l'utilisation du secret bancaire de sa vocation.

La Suisse compte à l'heure actuelle près d'un demi-millier de banques qui, à travers leurs 4 750 succursales, emploient 10 % de la population active et drainent des capitaux du monde entier. En 1977 les bilans de ces banques approchaient globalement quelque huit cents milliards de nos francs. Les fonds étrangers y comptent pour près de 50 %.

Continue, l'entrée des capitaux ne se fait pas régulièrement mais par à-coups. Ainsi les fonds français ont-ils massivement cherché refuge en Suisse lors d'échéances bien précises : 1914 (création de l'impôt sur le revenu), 1936 (Front populaire), 1968 (événements de Mai) et 1977 (peur d'une victoire de la gauche aux législatives de l'année suivante).

On estime à environ six cent mille le nombre de nos compatriotes disposant actuellement d'un compte dans la Confédération. Bien sûr, la Suisse n'est pas le seul paradis fiscal. Le Luxembourg, le Liechtenstein, les Bahamas, Panama et quelques autres pays se disputent le contestable privilège d'accueillir les riches fraudeurs de tout poil. Ayant largement fondé sa prospérité et financé son développement grâce à ces capitaux immigrés, la Suisse présente quelques sérieux avantages. Ne serait-ce que ceux de disposer d'une monnaie qui ne cesse de se consolider et d'une inflation dérisoire. Les « bavures » comme le scandale qui a éclaté, en 1977, à la succursable du Crédit Suisse de Chiasso (Tessin) — coûtant un milliard de francs suisses à la maison mère — n'ont pas détruit ce puissant système bancaire. Tout au plus, l'association suisse des banquiers a-t-elle pris certaines dispositions techniques (« la convention de diligence ») pour éviter que ne se reproduisent de tels remous.



Les banques suisses espéraient ainsi pouvoir retrouver le calme propice aux bonnes affaires. En révélant que nos gabelous avaient obtenu en 1976 des informations auprès d'un employé de la Société de banques suisses (S.b.s.), l'affaire des deux douaniers français crée un nouveau scandale des plus fâcheux. Les banquiers suisses ruminent avec nervosité leur principe sacré, mais bafoué : le silence est d'or.

J.-L. R.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325